

France

Rapport sur les Services d'intérêt économique général

SIEG 2022

Sommaire

1. Vue d'ensemble des dépenses.....	2
2. Description de l'application de la décision SIEG de 2012	3
2.1. les hôpitaux [article 2, paragraphe 1, point b)]	3
2.2. les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]	16
a) la garde d'enfants.....	16
b) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail.....	24
c) Le logement social	35
d) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables.....	46
2.3. les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:	50
a) la jeunesse et la vie associative	50
b) la normalisation (association française de normalisation (AFNOR)).....	58
c) les collectivités territoriales : autres SIEG	60
d) d'autres secteurs (L'insémination animale)	60
3. Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012	63
3.1. Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG	63
a) Les services postaux	63
b) la culture.....	73
c) les services financiers	75
d) la métrologie : LNE (Laboratoire National d'Essai).....	80
4. Plaintes de tiers	82
5. Questions diverses.....	82

1. Vue d'ensemble des dépenses

Veuillez remplir le tableau suivant:

Dépenses totales des administrations publiques par base juridique (millions d'EUR)		
	2020	2021
<i>Compensation des services d'intérêt économique général (1+2)</i>	103013	108170
(1) Compensation octroyée sur la base de la décision SIEG*	102284	107434
(2) Compensation octroyée sur la base de l'encadrement SIEG	729	736

Non obligatoire: si votre État membre n'a pas octroyé d'aides d'État pour la prestation de SIEG dans certains secteurs, sur la base de la décision SIEG ou de l'encadrement SIEG, il serait très utile d'obtenir des informations concernant d'autres instruments permettant d'assurer la prestation de ces services. Le cas échéant, veuillez décrire brièvement ces instruments (par exemple, aides directes aux utilisateurs, compensations conformes aux quatre critères Altmark, aides de minimis...) et les secteurs dans lesquels ils sont utilisés.

*Dépenses décision SIEG hors données des collectivités territoriales en annexe (accès et réinsertion sur le marché du travail et autres)

2. Description de l'application de la décision SIEG de 2012

2.1. les hôpitaux [article 2, paragraphe 1, point b)]

Section 1) Les hôpitaux
Les hôpitaux [article 2, paragraphe 1, point b)]
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</p> <p>L'article L. 6111-1 du code de la santé publique (CSP) assigne à chacun des établissements de santé une mission de soins consistant à assurer « <i>le diagnostic, la surveillance et les traitements des malades, des blessés et des femmes enceintes</i> ».</p> <p>Les établissements de santé « <i>délivrent les soins, le cas échéant palliatifs, avec ou sans hébergement, sous forme ambulatoire ou à domicile [...] Ils participent à la coordination des soins en relation avec les membres des professions de santé exerçant en pratique de ville et les établissements et services médico-sociaux, dans le cadre défini par l'agence régionale de santé en concertation avec les conseils départementaux pour les compétences qui les concernent.</i> »</p> <p>Ces missions définies à l'article L. 6111-1 du code de la santé publique constituent des services d'intérêt économique général (SIEG) dans le secteur hospitalier.</p>
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Le mandat se matérialise d'une part, par l'obligation pour les établissements de conclure un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) avec les agences régionales de santé (ARS), autorités sanitaires déconcentrées. D'autre part, les établissements de santé sont soumis à autorisation pour les activités de soins qu'ils exercent. Celles-ci sont délivrées par les ARS. Un modèle-type de CPOM et un exemple de décision délivrée par une ARS relative à une autorisation d'activité de soins sont annexés au présent rapport.</p>
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<p>Le CPOM est conclu pour une durée de cinq ans (article L. 6114-1 du code de la santé publique). Il n'existe aucun CPOM d'une durée supérieure à 5 ans. Par ailleurs, la durée de validité des autorisations d'activités de soins est fixée à 7 ans (article R. 6122-37 du code de la santé publique).</p>

Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Non
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Les établissements de santé, publics et privés, bénéficient des financements versés par les régimes obligatoires d'assurance maladie ainsi que des aides à l'investissement versées par le fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) qui a été créé au 1 ^{er} janvier 2021, par transformation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP) (voir ci-dessous).
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>I. - Pour les activités de médecine, de chirurgie et d'obstétrique (MCO), le système de financement des établissements de santé est mixte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la tarification à l'activité (T2A) permet d'allouer les ressources en fonction de la nature et du volume des activités réalisées par chaque établissement ; - le financement des urgences est caractérisé par un nouveau modèle de financement adapté aux besoins de la population ; - l'activité des soins critiques est financée par la tarification à l'activité (T2A), en fonction de l'intensité des soins prodigués. S'ajoutent des suppléments journaliers répondant à des critères médicot techniques ; - le fonds d'intervention régional (FIR) et la dotation pour les missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation (MIGAC) financent les missions maintenues en dehors du principe général de la tarification à l'activité (recherche, formation, etc.) ; par ailleurs, le fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) permet de financer notamment des aides à l'investissement des établissements de santé ; - le dispositif d'incitation financière à l'amélioration de la qualité (IFAQ) résulte de la volonté de valoriser les démarches qualité déployées par les établissements de santé et de les inciter à la progression de leurs résultats qualité ; - le financement forfaitaire pour la prise en charge des prestations pour les patients atteints de pathologies chroniques dans le cadre d'un parcours de soin ; - le financement dérogatoire des hôpitaux de proximité. <p>Ainsi, il existe deux modalités de compensation :</p> <p>1. Un financement principal par les tarifs nationaux</p> <p>Le programme de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) permet de classer le séjour de chaque patient au sein d'un groupe homogène de malades (GHM) auquel est associé un ou plusieurs groupes homogènes de séjour (GHS).</p> <p>Pour chaque séjour facturé, les établissements de santé sont rémunérés sur la base des tarifs nationaux fixés par un arrêté des ministres chargés de la santé et de la sécurité sociale. Les ressources allouées sont donc déterminées en fonction de l'activité produite. La T2A consiste à fixer un prix unique pour un même type de service pour tous les fournisseurs de soins. Le tarif est fixé par groupes homogènes de malades (GHM). La nomenclature des GHM cherche à</p>

ramener la très grande diversité des prestations médicales à une liste finie de groupes pertinents sur le double plan médical et économique (séjours pour lesquels les consommations de ressources constatées sont globalement similaires).

Pour asseoir cette légitimité économique, les tarifs correspondants à chaque GHM sont définis à partir d'une étude nationale des coûts (ENC) réalisée auprès d'un échantillon d'établissements publics et privés. L'agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH) collecte ces coûts (via le PMSI), opère un certain nombre de retraitements et détermine des tarifs au séjour (groupes homogènes de séjours), à partir de ces données retraitées et corrigées d'une régulation budgétaire prix-volume pour tenir compte de l'objectif national des dépenses d'Assurance maladie (ONDAM) et de politiques publiques.

Le financement T2A versé aux établissements est calculé en multipliant le tarif de chaque GHM par le nombre de séjours correspondants.

2. Un nouveau modèle de financement des urgences adapté aux besoins de la population

Jusqu'au 31 décembre 2020, le financement des services d'urgence (SU) autorisés reposait sur plusieurs vecteurs principalement lié à l'activité réalisée : un financement forfaitaire, le forfait annuel urgences (FAU), calibré sur le nombre de passages de l'année précédente couvrant le financement de la structure combiné avec un financement à l'activité associant un forfait « accueil et traitement des urgences » (ATU) ainsi que la facturation des actes réalisés pour les passages non suivis d'hospitalisation. Les passages suivis d'une hospitalisation, que ce soit dans une unité d'hospitalisation de courte durée (UHCD) ou dans une unité d'hospitalisation, font l'objet d'une facturation T2A.

La réforme du financement des structures de médecine d'urgence (SMUR et services d'urgences, pour une masse tarifaire de 4,6 milliards d'euros) votée en loi de financement de la sécurité sociale pour 2020 (article 36) s'inscrit dans le cadre du Pacte de refondation des urgences présenté par la Ministre des Solidarités et de la Santé en septembre 2019.

Les travaux de co-construction menés en 2020 et 2021 avec les fédérations d'établissements, les syndicats professionnels, la société savante de la médecine d'urgence et des représentants des ARS ont permis de concevoir un nouveau modèle reposant sur une dotation populationnelle (58% du financement), des forfaits activité (40%) et une dotation qualité (2%). L'architecture générale du modèle et les modalités de fonctionnement des différents compartiments ont été précisées dans un décret en conseil d'Etat publié le 25 février 2021 (Décret n° 2021-216 du 25 février 2021 relatif à la réforme du financement des structures des urgences et des structures mobiles d'urgence et de réanimation et portant diverses dispositions relatives aux établissements de santé).

3. Un financement complémentaire par des dotations ou des crédits d'intervention

Le financement complémentaire peut provenir de plusieurs sources :

- La dotation de financement des missions d'intérêt général et l'aide à la contractualisation (MIGAC)

Les missions d'intérêt général (MIG) recouvrent des activités spécifiques et bien identifiées qui ne peuvent être financées à l'activité soit en raison de l'absence d'une classification adaptée soit

compte tenu de leur rattachement impossible à un patient donné. Ces activités peuvent être classées en deux grandes catégories :

- les missions d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation (MERRI) précisées au 1° de l'article D. 162-6 du code de la sécurité sociale.
- les autres missions qui figurent aux 2°, 3° et 4° de l'article D. 162-6 du code de la sécurité sociale parmi lesquelles les missions de vigilance et de veille épidémiologique, la veille sanitaire, l'intervention d'équipes pluridisciplinaires et la coordination pour certaines pathologies spécifiques.

Par ailleurs, un guide MIG a été élaboré par le ministère de la santé. Ce guide permet d'allouer les ressources en fonction des missions et repose sur un travail progressif de modélisation et d'actualisation des MIG. Il poursuit deux buts d'égale importance :

- accroître la sécurisation juridique des notifications de crédits finançant les MIG ;
- accroître la qualité du dialogue de gestion et sa transparence entre les ARS et les établissements, en poursuivant la clarification du périmètre des MIG, et l'objectivation des moyens nécessaires pour leur réalisation.

Dans ce guide, il s'agit de rappeler les éléments de méthode et d'apporter des référentiels pour chaque mission afin d'accompagner les agences et les établissements dans la démarche de contractualisation. L'objectif à atteindre est que chaque mission financée par la dotation MIG puisse être contractualisée pour un montant fixé en toute équité, avec des moyens mis en œuvre affichés et des indicateurs de résultats attendus et ce en toute transparence avec les établissements.

-Le fonds d'intervention régional (FIR)

D'autres crédits peuvent être délégués aux établissements de santé pour des soutiens ciblés et ponctuels. Le FIR a pour objectif d'offrir aux ARS une plus grande souplesse de gestion sur l'ensemble du champ sanitaire, médico-social et de la prévention. L'utilisation par les ARS des crédits du FIR fait l'objet d'un rapport d'activité annuel, remis au Parlement (site internet du rapport d'activité 2020 : https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/ra_fir_2020.pdf).

- Le dispositif d'incitation financière à l'amélioration de la qualité (IFAQ)

Après deux vagues d'expérimentations auprès des établissements volontaires, le dispositif IFAQ a été généralisé à tous les établissements MCO à compter du 1er janvier 2016, en application de l'article 51 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2015, et étendu aux établissements de soins de suite et de réadaptation à compter de 2017.

Dans le cadre de la stratégie de transformation du système de santé, l'évolution du dispositif IFAQ a fait l'objet de réflexions qui visent l'augmentation de la prise en compte de la qualité dans le financement des établissements de santé. Ainsi, la stratégie nationale de santé souligne la nécessité de diversifier les modes de financement pour qu'ils incitent à la qualité et à la pertinence des soins, et non pas seulement au volume d'activité.

Le dispositif IFAQ a été profondément rénové en 2019. Il est passé d'une incitation financière complémentaire et limitée à un véritable compartiment de financement des établissements de santé porté à 450 millions d'euros en 2021.

L'article 37 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2019 a posé les bases du nouveau dispositif. Ainsi, il a modifié l'article L. 162-23-15 du code de la sécurité sociale en introduisant plusieurs dispositions dont les entrées en vigueur sont échelonnées dans le temps :

- une prise en compte renforcée de l'expérience et des résultats rapportés par les patients en 2019 avec l'obligation d'avoir une mesure de l'expérience patient dans tous les secteurs d'activité (dérogation pour la psychiatrie – 2021) ;
- l'extension, en 2020, du dispositif de paiement à la qualité aux établissements exerçant une activité de psychiatrie (mentionnés au 2° de l'article L. 162-22 du code de la sécurité sociale), l'année 2020 étant une année de recueil à blanc des indicateurs. Initialement prévue pour 2020 cette extension a été repoussée en 2022 au regard du contexte COVID;
- l'introduction, à compter de 2020, d'un dispositif de sanction financière pour les établissements qui n'atteignent pas, pour trois années consécutives, les seuils minimums de qualité fixés par indicateur.

L'année 2019 a été vue comme une année de transition pour préparer la montée en charge du financement à la qualité. Le décret n° 2019-121 du 21 février 2019 fixe les principes de mise en œuvre du dispositif de financement à la qualité pour l'année 2019 uniquement.

Pour l'année 2019, les principes posés par le décret sont les suivants :

- La prise en compte d'un nombre limité d'indicateurs au sein de six grandes catégories prédéfinies ;
- La suppression des critères d'éligibilité au dispositif mais un traitement différencié pour les établissements en sursis de certification ou non certifiés ;
- La rémunération à l'indicateur en remplacement d'un score global souvent opaque pour les établissements ;
- La comparaison des établissements au sein de groupes homogènes ;
- La valorisation du niveau atteint et de l'évolution.

La crise sanitaire ouverte en février 2020 a interrompu les travaux sur IFAQ jusqu'en octobre 2020.

En raison de la crise sanitaire, au titre de l'année 2020, le dispositif IFAQ a été aménagé pour être versé sous la forme d'une enveloppe composite constituée d'une part (50%) issus des résultats 2019 et d'une part (50%) issue d'un calcul de valorisation économique.

Par la suite, l'arrêté du 13 juillet 2021 fixant les modalités de calcul du montant de la dotation allouée aux établissements de santé en application de l'article L. 162-23-15, la liste des indicateurs obligatoires pour l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et les conditions de mise à disposition du public de certains résultats par l'établissement de santé a précisé ces principes et détaillé la mise en œuvre du dispositif pour 2021 :

- La constitution de douze groupes de comparaison au niveau du FINESS géographique (niveau de recueil des indicateurs). Les groupes sont constitués par champs d'activité (MCO, SSR, HAD et dialyse) et sur des critères de volume et de spécialisation de l'activité ;

Ces groupes servent de base à la répartition de l'enveloppe financière globale. Chaque groupe reçoit une part de l'enveloppe au prorata du volume économique représentée par les établissements du groupe.

Enfin, le décret n° 2021-1613 du 9 décembre 2021 a introduit plusieurs modifications de dispositions réglementaires du code de la sécurité sociale relatives à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins :

- Certaines modifications ont permis d'étendre et enrichir le dispositif IFAQ, avec l'introduction d'une nouvelle catégorie d'indicateurs « prévention » et l'extension du dispositif au champ de la santé mentale ;
- Certaines modifications ont permis de préciser les modalités de mise en œuvre des grands principes définis dans la LFSS 2019, avec l'introduction d'un mécanisme de pénalité financière ;
- D'autres enfin ont permis d'adapter le dispositif à la montée en charge de l'enveloppe, avec la modification des modalités de versement de la dotation et l'amélioration du processus de contrôle de la qualité des données recueillies.

- Le financement forfaitaire pour la prise en charge des prestations pour les patients atteints de pathologies chroniques

L'article 38 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2019 a fait évoluer le modèle de financement des pathologies chroniques en ouvrant la possibilité de mettre en place un modèle de rémunération forfaitaire, plus adapté à une prise en charge plus préventive que curative, afin de mieux prévenir la survenue des complications des maladies chroniques et à en freiner l'évolution.

Ces forfaits ont vocation, à terme, à couvrir l'ensemble de la prise en charge, que ce soit en ville ou à l'hôpital, et à être déclinés en fonction du risque du patient. Ils intégreront des indicateurs de qualité relatifs à l'amélioration des prises en charge et des parcours des patients. L'expérience des patients sera également suivie de manière rapprochée par la mise en place de questionnaires patients qui ne feront pas l'objet de valorisation financière.

Un premier forfait a été mis en place au 1er octobre 2019 (Décret n° 2019-977 du 23 septembre 2019 relatif à la rémunération forfaitaire des établissements de santé pour certaines pathologies chroniques prévue par l'article L. 162-22-6-2 du code de la sécurité sociale) autour de la prise en charge des patients atteints de maladie rénale chronique, dans la phase de pré-suppléance.

Les critères d'inclusion des patients à l'éligibilité de ce forfait sont :

- Maladie rénale chronique stade 4 et stade 5
- Un niveau débit de filtration glomérulaire rénale insuffisant
- Age \geq 18 ans
- Cas particulier: les patients en soins conservateurs – hors soins palliatifs – sont également éligibles

Le montant du forfait varie selon le stade prise en charge de la maladie rénale chronique.

Les établissements éligibles à la rémunération forfaitaire sont les établissements qui prennent en charge annuellement au moins 220 patients. Dans une optique incitative, les établissements prenant en charge entre 160 et 220 patients bénéficient également d'une garantie minimale ayant vocation à accompagner leur entrée dans le forfait. Depuis 2021, le nombre de patients est mesuré sur la base des données d'activité de l'année précédente transmises via un système d'information.

Pour les établissements prenant en charge annuellement au moins 220 patients, la rémunération forfaitaire correspond au montant du forfait multiplié par le nombre de patients relevant du périmètre des prises en charge.

Pour percevoir cette rémunération, l'établissement de santé doit mettre en place une équipe pluri-professionnelle comprenant selon le nombre de patients pris en charge et leurs besoins de santé :

- un ou plusieurs médecins néphrologues ;
- un ou plusieurs médecins ou infirmiers exerçant des missions de coordination et d'accompagnement du patient à la gestion de sa pathologie ;
- un ou plusieurs diététiciens ;
- et, en tant que de besoin, un ou plusieurs autres professionnels paramédicaux, socio-éducatifs ou exerçant des activités d'activité physique adaptée.

Afin de percevoir l'intégralité du forfait, l'établissement doit également satisfaire aux conditions minimales suivantes, pour chaque patient pris en charge :

1. Avoir réalisé au moins une consultation de néphrologue
2. Avoir réalisé au moins une séance avec un infirmier pour l'accompagnement du patient à la gestion de sa pathologie
3. Avoir réalisé au moins une séance avec le diététicien

Dans le cas où le patient n'a pas eu au moins une consultation de néphrologue dans l'année écoulée, l'établissement ne perçoit aucune rémunération au titre de ce patient. Le montant de la rémunération forfaitaire est minoré, de manière potentiellement cumulative, de 33% si la séance avec un infirmier n'a pas été réalisée et/ou de 33% aucune séance n'a été réalisée avec un diététicien.

Pour les établissements prenant en charge annuellement entre 160 et 220 patients, la garantie minimale correspond au nombre de patients correspondant au seuil d'éligibilité (soit 220 patients) multiplié par le montant annuel moyen national par patient. Le montant annuel moyen national par patient correspond aux remboursements versés par l'assurance maladie l'année antérieure sur l'ensemble de l'activité nationale divisés par le nombre total de patients pris en charge la même année.

- Le fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS)

En application de l'article 49 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021, le fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS) a été créé au 1er janvier 2021, par transformation du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés (FMESPP).

Le nouveau fonds de modernisation de l'investissement en santé (FMIS) concrétise la mise en œuvre effective des engagements pris dans le cadre du Ségur de la Santé en matière d'investissement en santé. Ce nouveau fonds traduit également la volonté d'accompagner davantage de projets intégrés ville-hôpital-médico-social, l'objet du fonds ayant été revu pour l'élargir à de nouvelles missions et de nouveaux bénéficiaires (établissements médico-sociaux, structures d'exercice coordonné en ville).

Les défis de modernisation des établissements de santé sur le champ des investissements immobiliers mais aussi du numérique pour les secteurs sanitaire et médico-sociaux nécessitent un soutien financier fort et significatif en cohérence avec les conclusions du Ségur de la santé.

La première circulaire n° DGOS/R1/2021/142 du 30 juin 2021 a mis en œuvre les engagements du Ségur mais également les mesures traditionnellement portées par le fonds pour un montant total de 824,5 millions d'euros.

Par ailleurs, Le Comité interministériel de la performance et de la modernisation de l'offre de soins hospitaliers (Copermo) a été supprimé suite au Ségur de la santé. La circulaire du 10 mars 2021 relative à la relance de l'investissement dans le système de santé, dans le cadre du Ségur de la santé et de France Relance, vise ainsi à proposer « une nouvelle politique d'investissement qui sera mise en œuvre en rupture avec les modalités retenues depuis dix ans notamment dans le cadre du Copermo ». Ce dispositif entend s'appuyer sur une « nouvelle » gouvernance à trois étages, avec la mise en place d'un conseil scientifique, d'un Conseil national d'investissement en santé (CNIS) et d'un comité de pilotage interministériel (COPIL).

Le Ségur de la santé a défini une nouvelle doctrine d'investissement en santé fondée sur une approche territoriale et transversale, posant en préalable au projet immobilier la consolidation du projet médical, le conseil et l'association des élus locaux avec une gestion davantage déconcentrée des investissements en santé portée par les ARS. Seuls les projets d'un montant supérieur à 150 millions d'euros ou particulièrement sensibles font l'objet d'une instruction nationale par le COPIL. Ce dernier est également l'instance devant laquelle les ARS rendent compte deux fois par an du déploiement de leur stratégie régionale d'investissement.

Le CNIS vise lui à co-construire et partager avec l'ensemble des acteurs du système de santé la définition des orientations et priorités d'investissement en santé, suivre leurs déclinaisons et en réaliser le bilan dans une approche concertée et transparente pour les acteurs.

Le CNIS a été installé dans un esprit transversal regroupant l'ensemble des champs de la santé dans une dynamique d'aménagement du territoire de santé : sanitaire, médico-social, ville et numérique.

Ainsi cette nouvelle instance présidée par le Ministre chargé de la Santé et le Ministre chargé de l'autonomie regroupe des représentants de la ville, des conférences hospitalières, des fédérations hospitalières et médico-sociales, des collectivités territoriales, des usagers ainsi que des agences régionales de santé.

- L'article 50 de la LFSS pour 2021

Dans le cadre du Ségur de la Santé, un programme de 13 Md€ a été mis en place afin de permettre aux établissements assurant le service public hospitalier (SPH) de garantir la continuité et la sécurité des soins pour les patients, ainsi qu'à garantir la poursuite de la transformation de l'offre de soins dans les territoires.

La mesure comporte un objectif majeur de compensation complémentaire des charges de SPH permettant aux établissements de réaliser les investissements nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Afin d'assurer l'équité entre les régions et entre les opérateurs du service public hospitalier, ainsi que pour rendre transparent l'ensemble des critères et modalités de la modulation qui reste à la main des ARS, il est apparu nécessaire de définir au niveau national un cadre législatif et réglementaire s'appuyant sur un contrat spécifique, conclu entre l'ARS et les établissements de santé bénéficiaires de la mesure. L'obligation de recourir à ce cadre contractuel a été introduite à l'article 50 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 et déclinée dans le Décret n° 2021-868 du 30 juin 2021 organisant un dispositif de soutien aux établissements de santé

assurant le service public hospitalier en application de l'article 50 de la loi no 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021.

Le contrat intègre un mécanisme de reprise de financements en cas de surcompensation des charges associées aux objectifs poursuivis ou de non-respect des engagements pris par l'établissement dans le contrat.

L'ensemble des dotations dédiées à la restauration des capacités financières ont donné lieu à une contractualisation avant le 31/12/21, donnant lieu à l'inscription de 6,5Md€ au bilan des établissements signataires au titre de l'exercice 2021 et au versement effectif d'1,4Md€ par les caisses primaires d'assurance maladie en janvier 2022. La phase de contractualisation autour de la transformation de l'offre de soins se poursuivra jusqu'en 2028, au fil des procédures d'instruction des projets structurants concernés.

II. - Pour les activités de soins de suite et de réadaptation et la psychiatrie, les modalités de financement diffèrent selon le statut juridique de l'établissement :

Les établissements publics et privés à but non lucratifs

Historiquement, ils étaient financés par le biais d'une **dotation annuelle de fonctionnement** (DAF) qui est prévue par la loi (ancien article L. 174-1 du Code de la Sécurité Sociale). L'enveloppe de cette dotation, ainsi que sa répartition régionale, étaient fixées par arrêté interministériel. Les crédits étaient ensuite répartis par l'ARS sur la base de huit critères listés à l'article R. 162-32-3 du code de la sécurité sociale (ex : prévisions d'évolution de l'activité, orientations des schémas d'organisation des soins, coûts de l'établissement au regard des coûts des autres établissements de la région, etc.).

Les établissements de santé à but lucratif

Historiquement, ils étaient financés au **prix de journée**. Les tarifs journaliers étaient prévus par la loi à l'article L. 162-22-1 du code de la sécurité sociale. Ces derniers étaient fixés contractuellement par l'ARS par le biais d'un avenant tarifaire au CPOM en fonction des missions assurées et des charges prévues par le budget de l'établissement.

Cependant, pour la psychiatrie, deux réformes structurantes sont en cours : la réforme du financement de la psychiatrie qui vise notamment à réduire les inégalités territoriales et la réforme des autorisations dans une perspective d'amélioration de la qualité des prises en charge.

La publication du décret n°2021-1255 du 29 septembre 2021, relatif à la réforme de financement des activités de psychiatrie, pris en application des articles L. 162-22-18 et L. 162-22-19 du code de la sécurité sociale, réaffirme l'importance de la santé mentale, définie comme une priorité de « Ma santé 2022 ».

Ce nouveau financement se répartit concrètement en huit dotations distinctes pour les établissements de santé avec une part significative couverte par la dotation populationnelle, répartie entre les régions pour réduire les inégalités territoriales et dont les critères de calcul sont fixés par le Ministère chargé de la santé.

Parallèlement, l'incidence du poids des dotations à la file active et à la qualité du codage dans le financement global encourage vivement les établissements à s'engager dans une démarche d'amélioration de la gestion de leurs données d'activité :

- La mise en place d'une dotation à la file active (article R. 162-31-3.-I du code de la santé publique) à hauteur de 15% du financement global. L'activité sera mesurée par trois indicateurs (le nombre de patients pris en charge, le nombre de journées et le nombre de venues) selon trois modes de prise en charge déterminés (temps complet, temps partiel et ambulatoire).

- Un compartiment réservé à la qualité du codage de l'information médicale (article R. 162-31-3.-II du code de la santé publique) mesurée à partir de l'exhaustivité, de la conformité et de la cohérence des données transmises par les établissements.

Un déploiement progressif des mesures est planifié, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2025, pour absorber la montée en charge consécutive aux transformations du modèle de financement.

Pour les activités de soins de suite et de réadaptation (SSR), un nouveau modèle de financement est en cours de déploiement pour une entrée en vigueur pleine et entière au 1^{er} janvier 2023.

Le nouveau modèle de financement des soins de suite et de réadaptation (SSR) associe une dotation populationnelle (40% du financement) qui vise à réduire les inégalités territoriales, deux compartiments de financement au fil de l'eau (financement des séjours sur la base de tarifs nationaux représentant 50% du financement et financement des molécules onéreuses 1%), ainsi que des compartiments dédiés aux activités et équipements spécialisés (3% de missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation -MIGAC-, 2% pour les plateaux techniques spécialisés et 2% pour la dotation pédiatrie).

Le décret n° 2022-597 du 21 avril 2022 relatif à la réforme du financement des activités de soins de suite et de réadaptation détaille la réforme du financement et les modalités transitoires d'ici à fin 2025. Il décline le financement mixte de cette activité, prévu par la loi, soit un montant forfaitaire calculé sur la base de tarifs nationaux de prestations, ainsi qu'une dotation forfaitaire. Il prévoit en outre les modalités de versement des dotations et du forfait aux établissements, ainsi que la déclinaison de leurs montants par région, puis par établissement, selon des critères de répartition. La liste des spécialités pharmaceutiques dans le champ des soins de suite et de réadaptation est également précisée, le décret fixant les critères d'inscription et leurs conditions de prise en charge et de radiation. Enfin, il prévoit plusieurs dispositions transitoires entre 2023 et 2025, dont la possibilité d'un versement mensuel aux établissements sous forme d'acomptes pour l'année 2023, avant la notification des montants mentionnés précédemment par le directeur général de l'agence régionale de santé.

Ce décret crée également une section chargée d'émettre un avis sur l'allocation des ressources des activités de soins de suite et de réadaptation au sein du comité d'allocation des ressources placé auprès de chaque agence régionale de santé (ARS).

III. – Les hôpitaux de proximité

- Le modèle de financement historique des hôpitaux de proximité :

La loi de financement de sécurité sociale (LFSS) pour 2015 a introduit le principe d'un financement mixte dérogatoire, associant tarification à l'activité et dotation forfaitaire pour une catégorie d'établissements de santé dite « hôpital de proximité » et caractérisée par un volume et une nature d'activité spécifiques.

Il s'agissait en premier lieu de proposer une alternative à la tarification à l'activité aux anciens hôpitaux locaux, financés par des reconductions de dotations historiques et dont l'entrée dans

le droit commun aurait, pour certains, engendré des pertes de recettes très importantes. La notion d'hôpital de proximité introduite en 2015 dans le code de la santé publique a ainsi eu pour objectif de prévoir des modalités de financement dérogatoires à la tarification à l'activité pour des établissements réalisant un nombre limité de séjours en médecine. Le décret d'application pose également comme condition d'éligibilité des critères liés à la fragilité du territoire. Cette dimension est une des composantes du modèle de financement : elle module le plancher de recettes auxquelles ces établissements sont éligibles. Les autres prestations restent financées selon les modalités du droit commun.

Dans le cadre du plan Ma Santé 2022 annoncé par le Président de la République le 18 septembre 2018, une réforme en profondeur du modèle d'organisation des hôpitaux de proximité a été engagée. Elle s'est d'abord traduite par l'adoption de l'article 35 de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé (loi OTSS) qui redéfinit les hôpitaux de proximité par les missions qu'ils exercent et leur fonctionnement intriqué avec les acteurs du territoire.

Le modèle de financement de 2016 est alors apparu trop restrictif pour porter l'ambition d'une relation réinventée entre l'hôpital et la ville qui est au cœur de la réforme des hôpitaux de proximité. Aussi, dès l'amorce de la réforme, la révision des modalités de financement de ces établissements a été identifiée comme un levier permettant d'accompagner ces évolutions. Les dispositions proposées s'inscrivent pleinement dans la stratégie du Gouvernement visant à « sortir du tout T2A » réaffirmée dans le cadre du Ségur de la santé.

- Un nouveau modèle de financement adapté aux nouvelles missions des hôpitaux de proximité :

Le modèle de financement des hôpitaux de proximité visant à décloisonner les interventions des acteurs et à fluidifier les parcours, le volume annuel de l'activité ne constitue plus le « cœur » unique de celui-ci. L'article 33 de la LFSS pour 2020 modifie ainsi l'article L. 162-23-16 du code de la sécurité sociale et propose de financer l'hôpital de proximité :

- D'une part, par une garantie pluriannuelle de financement qui sécurise les recettes de l'activité de médecine, et valorise dans le même temps le dynamisme de l'établissement ;
- D'autre part, par une dotation de responsabilité territoriale visant à financer les missions exercées en relation avec les acteurs du territoire.

Le modèle proposé se veut à la fois sécurisant pour les établissements et reconnaît également l'élargissement des missions des hôpitaux de proximité. Traduisant l'ambition de fédérer les acteurs autour de projets territoriaux décloisonnés et d'autre part de repenser la gradation des soins hospitaliers à travers les enjeux d'accessibilité, de qualité et de sécurité des soins, l'article L. 6111-3-1 modifié du code de la santé publique pose un nouveau cadre de définition des hôpitaux de proximité. Ceux-ci contribueront au renforcement de l'offre de proximité, en apportant un appui aux acteurs du premier recours, en contribuant à maintenir les prises en charge des populations vulnérables au plus proche de leur lieu de vie, en s'impliquant dans des actions de prévention et en intégrant la réponse collective à la permanence et la continuité des soins sur leur territoire. Ces missions ont vocation à s'exercer dans une logique collective impliquant l'ensemble des acteurs d'un même territoire, notamment les Communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS), et en complémentarité avec l'offre existante. Enfin, ces établissements exerceront une activité de médecine, proposeront des consultations de spécialités, donneront accès à des plateaux techniques et à des équipements de télésanté. Ils n'exerceront pas d'activité de chirurgie ni d'obstétrique mais pourront détenir tout autre

autorisation de soins (SSR, médecine d'urgence, HAD...) ou services (centres périnataux de proximité notamment) en réponse aux besoins du territoire.

Cet article a par ailleurs été enrichi en 2021 par la publication d'une ordonnance prise en application de la loi n° 2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé et portant sur deux points :

- les modalités de gouvernance et de fonctionnement des hôpitaux de proximité. Le texte prévoit que les hôpitaux de proximité mettront en place des modalités d'organisation ouvertes sur leur territoire et facilitant l'émergence de projets communs et découplés, en privilégiant l'articulation avec les projets de santé portés par les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS).

- la labellisation des hôpitaux de proximité qui relève d'une démarche volontaire des établissements de santé et d'un engagement à assurer des missions définies en coopération étroite avec les acteurs des territoires. L'adéquation du projet de l'établissement aux missions des hôpitaux de proximité relèvera de l'appréciation du directeur général de l'agence régionale de santé (ARS). L'article L.6111-3-2 du code de la santé a par ailleurs été complété par un décret d'application dédié publié le 12 mai 2021 et la publication de l'arrêté du 2 juin 2021 relatif à la labellisation des hôpitaux de proximité par les directeurs généraux des agences régionales de santé qui met à disposition un dossier de candidature national, renseigné par l'établissement volontaire et instruit par l'ARS.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

D'une manière générale, la méthode de fixation des tarifs permet d'éviter toute surcompensation car elle est basée sur l'analyse des coûts supportés par les établissements de santé pour les différentes prestations prises en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie. **L'étude nationale des coûts** (ENC) à méthodologie commune permet en principe de s'assurer de l'absence de surcompensation dans la mesure où les montants alloués sont calculés en fonction, notamment, des tarifs issus des coûts de l'activité produite. En application du principe de neutralité tarifaire, la tarification doit être la plus neutre possible, en restant au plus près des coûts.

En outre, il existe un **dispositif de contrôle de la facturation** prévu par les dispositions du code de la sécurité sociale (article L. 162-23-13) qui vise à s'assurer que les prestations facturées par les établissements de santé correspondent à l'activité réellement produite. En cas de non-respect des règles de facturation, une procédure de récupération par l'assurance maladie des sommes indument perçues est appliquée et des sanctions peuvent être également prononcées par le directeur général de l'ARS.

La répartition des crédits de la dotation MIGAC est effectuée de façon à correspondre au mieux aux missions assurées par les établissements de santé. Dans le dispositif mis en place par la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) du 1^{er} août 2001, les crédits budgétaires ne sont plus justifiés par le biais de la distinction services votés / mesures nouvelles, mais doivent l'être "au premier euro". La LOLF prévoit en effet que le budget de l'Etat est désormais structuré par les finalités des politiques publiques et contrôlé sur la base de leurs résultats. Ainsi, c'est au regard de l'analyse du coût et de la performance de chaque programme et action que l'utilisation des crédits inscrits au budget est justifiée, "en base zéro" (c'est-à-dire dès le premier euro et pas seulement pour les mesures nouvelles).

<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
<p>La détermination des tarifs, et de manière générale l'élaboration du modèle de financement des établissements de santé, se fait de façon concertée et transparente. La méthodologie issue des études de coûts qui sous-tend une partie des évolutions annuelles est publiée sur le site internet de l'agence technique de l'information sur l'hospitalisation (ATIH). Par ailleurs, des informations sont disponibles en accès public sur le site internet Scansanté (www.scansante.fr) : des données de synthèse telles que des statistiques médicales par groupe (GHM...), diagnostic, acte ou encore la consommation des médicaments et dispositifs médicaux implantables (DMI) en sus mais aussi les indicateurs de performance Hospi-Diag, les case-mix par établissement, les taux de recours, la cartographie de l'activité des établissements, le référentiel national de coûts...</p> <p>Le financement des établissements de santé fait l'objet, chaque année, d'un rapport détaillé remis au Parlement en application de l'article L. 162-23-14 du code de la sécurité sociale.</p> <p>En outre, les montants des missions d'enseignement, de recherche, de référence et d'innovation (MERRI) font l'objet d'une publication sur le site internet du ministère de la santé (http://solidarites-sante.gouv.fr/systeme-de-sante-et-medico-social/recherche-et-innovation/l-innovation-et-la-recherche-clinique/article/les-missions-d-enseignement-de-recherche-de-reference-et-d-innovation-merri), contribuant ainsi à respecter les exigences de la décision SIEG de 2012 en matière de transparence.</p> <p>Par ailleurs, le montant alloué aux établissements de santé par l'ARS fait l'objet d'un arrêté publié au recueil des actes administratifs de la région, quel qu'en soit le montant.</p>	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2020	2021
89 300 M€ (exécution de l'ONDAM – objectif national des dépenses d'assurance maladie – hospitalier)	93 500 M€ (exécution de l'ONDAM – objectif national des dépenses d'assurance maladie – hospitalier) (prévision)

Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale (CCSS). Rapport septembre 2021 : Résultats 2020 et prévisions 2021 et 2022

ANNEXES



CPOM Socle
contractuel- MAJ - v1



Exemple
d'autorisation d'activi



Exemple
d'autorisation d'activi

2.2. les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]

a) la garde d'enfants

Section 2 a) la garde d'enfants
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>Sont concernés tous les établissements et services d'accueil non permanents d'enfants de moins de six ans, appelés aussi établissements d'accueil de jeunes enfants (EAJE) implantés en métropole ou dans les départements d'outre-mer (Dom) relevant du 2° du I de l'article L214-1-1 - Code de l'action sociale et des familles et bénéficiant d'une autorisation d'ouverture délivrée par l'autorité compétente (pour les gestionnaires privés : le président du conseil départemental ; pour les gestionnaires publics, la collectivité publique, le plus souvent le maire, après avis des services de la Pmi). Ne sont donc pas concernés par exemple les écoles maternelles.</p> <p>Les EAJE gérés en régie par les collectivités locales représentent la majorité du secteur : 59,5% des places sont gérées par une collectivité territoriale (commune, intercommunalité, Ccas),</p>

22,8% sont gérées par des associations, 12,8% par le secteur marchand et 4,9% par d'autres types de gestionnaires (mutuelles, départements, Etat, Caf, hôpitaux).

Les missions des Eaje sont définies [au II de l'art. L214-1-1 du Code de l'action sociale et des familles](#). Ces établissements :

- 1° Veillent à la santé, la sécurité, au bien-être et au développement physique, psychique, affectif, cognitif et social des enfants qui leur sont confiés ;
- 2° Contribuent à l'éducation des enfants accueillis dans le respect de l'autorité parentale ;
- 3° Contribuent à l'inclusion des familles et la socialisation précoce des enfants, notamment ceux en situation de pauvreté ou de précarité ;
- 4° Mettent en œuvre un accueil favorisant l'inclusion des familles et enfants présentant un handicap ou atteints de maladies chroniques ;
- 5° Favorisent la conciliation par les parents de jeunes enfants de leurs temps de vie familiale, professionnelle et sociale, notamment pour les personnes en recherche d'emploi et engagées dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle et les familles monoparentales ;
- 6° Favorisent l'égalité entre les femmes et les hommes.

Une charte nationale pour l'accueil du jeune enfant, prise par arrêté du ministre chargé de la famille, établit les principes applicables à l'accueil du jeune enfant.

Ces établissements et services d'accueil non permanent de jeunes enfants comprennent ([Article R2324-17 - Code de la santé publique](#)) :

- 1° Les crèches collectives : établissements d'accueil collectif accueillant des enfants dans leurs locaux de manière régulière ou occasionnelle, y compris les établissements proposant un accueil de courte durée, dits " haltes-garderies " ;
- 2° Les jardins d'enfants : établissements d'accueil collectif qui reçoivent exclusivement des enfants âgés de dix-huit mois et plus ;
- 3° Les crèches familiales : services assurant l'accueil d'enfants, régulier ou occasionnel, par les assistants maternels mentionnés à l'[article L. 421-17-1 du code de l'action sociale et des familles](#), salariés desdits services.

Un même établissement ou service dit " multi-accueil " peut associer l'accueil collectif et l'accueil familial ou l'accueil régulier et l'accueil occasionnel.

L'ensemble de ces établissements et services peuvent organiser l'accueil des enfants de façon uniquement occasionnelle ou saisonnière.

L'ensemble de ces établissements et services peuvent être à gestion parentale.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Il existe plusieurs formes de mandats qui sont liés à la source de financement.

1. Les conventions passées par la Caisse d'allocations familiales (CAF)

Les EAJE sont financés par la branche famille de la sécurité sociale, au travers de deux outils, pour lesquels un conventionnement est passé. Au sein des Eaje, les crèches financées par la prestation de service unique (Psu) peuvent être collectives, familiales, parentales, et de toute taille. En 2020, la branche Famille finance 12 709 Eaje au titre de la Psu. Ces Eaje offrent 417 236 places d'accueil

La prestation de service unique (PSU) :

La PSU peut être attribuée à des EAJE mentionnés à l'[Article R2324-17 - Code de la santé publique](#).

Elle fait l'objet d'une convention passée entre la caisse d'allocations familiales et le gestionnaire d'EAJE.

Cette convention peut être considérée comme un mandat au sens de la décision de la Commission du 20.12.2011. En effet, elle, ou la lettre-circulaire CNAF à laquelle elle renvoie, précise l'ensemble des mentions prévues (nature et durée des obligations de service public; gestionnaire et territoire concerné, etc.), à l'exception de la référence à la décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011. L'étude de l'intégration de ses prescriptions est en cours dans la cadre de la refonte du système conventionnel.

Le contrat enfance et jeunesse (CEJ) :

Le contrat enfance et jeunesse est un contrat d'objectifs et de cofinancement passé entre la Caf et une collectivité territoriale, un regroupement de communes ou une entreprise. Sa finalité est de poursuivre et d'optimiser la politique de développement en matière d'accueil des moins de 17 ans révolus en ciblant son soutien aux territoires les moins bien servis au regard des besoins repérés. Il porte sur un financement complémentaire à la PSU, ciblé sur un objectif de développement de l'offre. Vous trouverez un modèle de convention type en annexe.

Le bonus territoire lié à la signature d'une convention territoriale globale (Ctg)

Instauré dès 2020, le bonus territoire Ctg prend le relais des financements au titre des contrats enfance-jeunesse (Cej) au fil de leur renouvellement. Il correspond à un financement bonifié associé à la signature d'une Convention territoriale globale (Ctg).

In fine, en complément de la prestation de service unique (Psu), la Cog prévoit des financements forfaitaires à la place, ciblés sur le rééquilibrage social et territorial. Ainsi, les aides au fonctionnement apportées par les Caf s'articulent depuis 2019 autour de trois axes :

- un financement à l'heure, via la Psu, qui subventionne l'activité de la structure et constitue le socle de financement des Eaje ;
- un financement à la place lié aux caractéristiques des territoires et des publics accueillis. Il permet d'accorder des compléments de financements forfaitaires aux gestionnaires qui accueillent des publics issus de familles plus modestes (bonus « mixité sociale ») ou en situation de handicap (bonus « inclusion handicap »), ou intervenant sur des territoires ayant fait l'objet d'une contractualisation territoriale avec la Caf (bonus « territoire »). Le bonus « territoire » entrera en vigueur à compter de 2020 et fera l'objet d'une circulaire ultérieure ;
- un financement au projet via le fonds publics et territoires pour soutenir des démarches innovantes en matière de qualité des projets pédagogiques et d'inclusion sociale.

2. Les marchés publics et les délégations de service public

Les communes ont la possibilité de recourir à la gestion déléguée de leur crèche municipale.

Cette gestion déléguée passe par deux voies.

Les collectivités territoriales peuvent passer un marché public d'EAJE pour réserver tout ou partie des places d'accueil d'un gestionnaire. Elles versent alors pour cette réservation le prix convenu dans le marché.

Elles peuvent également déléguer la gestion du service à un prestataire dans le cadre d'une délégation de service public. La gestion est alors prise en charge par le délégataire, qui prend à sa charge la gestion et se rémunère sur le service.

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

La durée maximale de la convention d'attribution de la prestation de service unique (PSU) ne dépasse pas 5 ans

Le contrat enfance jeunesse (CEJ) était signé pour 4 ans. Les derniers CEJ arrivent à échéance d'ici fin 2023. Les conventions pour l'octroi du bonus territoire sont calées sur les conventions territoriales globales (CTG), pour une durée maximale de 5 ans.

Expliquer si des **droits** (habituellement) **exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

1. Les conventions passées par la CAF

La PSU peut être octroyée quel que soit le statut juridique du gestionnaire, personne morale de droit public ou de droit privé : association, collectivité territoriale, entreprise, mutuelle, société, hôpital, comité d'entreprise..., sous réserve qu'il applique les règles fixées par la lettre

circulaire CNAF n°2014-009 du 26 mars 2014. Les modalités de versement de la PSU aux personnes morales de droit privé, entreprises ou associations, gérant des EAJE sont identiques à celles qui s'appliquent aux autres gestionnaires.

2. Les marchés publics et les délégations de service public

Même dans le cas où le gestionnaire se verrait confier la possibilité d'accueillir les enfants du personnel de la collectivité publique, il n'y a pas d'obligation pour les personnels de faire accueillir leur enfant par la crèche mandatée par la collectivité. Les personnes morales de droit privé dont les entreprises ne peuvent donc bénéficier de droits exclusifs ou spéciaux.

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

Voir réponse à la question ci-dessous

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

1. Les conventions passées par la CAF

La prestation de service unique (PSU) :

La PSU correspond à la prise en charge de 66 % du prix de revient horaire d'un Eaje, dans la limite du prix plafond fixé par la CNAF, déduction faite des participations familiales, qui sont déterminées par un barème national. Ce mode de financement favorise une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des familles (pas de conditions minimales de fréquentation) et un accès à tous (une participation familiale peu élevée est compensée par un montant de PSU supérieur).

Le contrat enfance et jeunesse (CEJ) :

Le cofinancement du CEJ répond à des conditions strictes, explicitées au sein de la lettre circulaire de la CNAF n°2006-076 relative au CEJ. La prestation de service « enfance et jeunesse » se traduit par un montant financier forfaitaire limitatif exprimé annuellement en euros, offrant au cocontractant une visibilité sur tout la durée du contrat. Ce montant forfaitaire est calculé suivant un prix de revient négocié dans la limite des prix plafonds fixés par la CNAF, et un financement maximum de 55% du reste à charge plafonné. Ces règles de financement permettent de garantir une gestion optimale des équipements par les gestionnaires. Une fraction minoritaire des financements peut être réservée au financement du développement d'actions de pilotage. Ainsi, la fonction d'accueil devra obligatoirement représenter au minimum 85 % du montant de la prestation, un maximum de 15 % pourra être affecté à la fonction de pilotage.

Le bonus territoire

Son montant, revalorisé en 2021 à l'occasion du plan rebond Petite enfance, est modulé en fonction du niveau de vie médian des familles et du potentiel financier par habitant du territoire. Les places d'accueil situées en quartier prioritaire (Qpv, Zrr) bénéficient des montants maximums :

- pour les places nouvelles, le bonus varie de 2 600€ à 3 600€ par place ;

- pour les places existantes, le bonus reprend les financements des contrats enfance-jeunesse (Cej) et son montant est au minimum compris entre 400€ et 1 700€ par place. Ce financement minimum bénéficie aux places qui étaient antérieurement peu ou pas financées via le Cej. La revalorisation de ce montant plancher poursuit l'objectif de faire progressivement converger les financements acquis au titre des places « existantes » et « nouvelles ».

Le bonus mixité sociale

Le bonus « mixité sociale », introduit à compter de 2019, vise à compenser pour le gestionnaire les non-recettes qui découlent du moindre recours moyen lié à l'accueil d'enfants en situation de pauvreté. Cette nouvelle aide au fonctionnement repose sur les principes suivants :

- le bonus dépend du montant horaire moyen des participations familiales perçues par la structure ;
- le bonus est compris entre 300€ et 2100€ pour les structures ayant des participations familiales moyennes inférieures à 1,25€ de l'heure ;
- le bonus s'applique à l'ensemble des places de la structure : l'objectif est de faciliter l'adaptation du projet d'accueil pour mieux répondre aux besoins spécifiques de ces publics.

Le bonus inclusion handicap

Le bonus « inclusion handicap », instauré en 2018, vise à compenser les risques de perte de recettes et de surcoût pour favoriser l'accueil d'enfants en situation de handicap. L'objectif est de soutenir l'ensemble des structures dans la mise en place des adaptations nécessaires en restant vigilant sur la nécessité de ne pas concentrer les enfants en situation de handicap dans des structures ciblées et en veillant à la proximité nécessaire avec le lieu d'habitation des parents.

Le montant du bonus « inclusion handicap » dépend du pourcentage d'enfants porteurs de handicap accueillis par la structure. D'un montant maximum de 1 300€ par place et par an, il est versé dès le premier enfant en situation de handicap inscrit dans la crèche. Limité en 2018 aux situations d'enfants bénéficiaires de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (Aeeh), le bonus « inclusion handicap » a vu son critère d'attribution étendu en 2020 aux handicaps en cours de détection.

2. Les marchés publics et les délégations de service public

Les communes peuvent avoir recours à la commande publique. Dans le cadre d'une gestion déléguée, le prix susceptible d'être versé par la collectivité publique doit être compatible avec les modalités d'attribution des aides des CAF.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

1. La prestation de service unique (PSU) :

La Caf effectue des contrôles sur place qui ont pour but de vérifier les données transmises par les partenaires aux fins de vérifier que les conventions signées sont appliquées correctement. En cas de manquement repéré, des recommandations sont adressées au gestionnaire, assorti le cas échéant d'un impact financier (indu ou rappel). Un manquement grave peut entraîner une suspension ou une résiliation de la convention entraînant l'arrêt des financements.

2. Le contrat enfance et jeunesse (CEJ) :

Le suivi des contrats est axé sur le contrôle de la bonne réalisation des actions et du respect des stipulations signées par les partenaires. Le non-respect des engagements peut entraîner la dénonciation du contrat par la caisse d'allocations familiales.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)¹. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2020	2021
400,585 M€	Non disponible
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales	
2020	2021
264,870 M€	Non disponible
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales	
2020	2021
0,890 M€	Sans objet

¹Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales	
2020	2021
134,825 M€	Non disponible
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
Sans objet	Sans objet
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)²	
2020	2021
Se référer à la colonne « secteur marchand » du tableau de répartition en € des financements des crèches par Psu + heures de concertation + bonus mixité + bonus handicap en 2020 (droits réels) par type de structure et statut du gestionnaire	Non disponible

- Répartition en € des financements des crèches par Psu + heures de concertation + bonus mixité + bonus handicap en 2020 (droits réels) par type de structure et statut du gestionnaire

	Administration d'Etat, région, département	Association	Autres Établissements publics administratifs	Caisse d'allocations familiales	Centres communaux d'action sociale	Communes	Intercommunalités	Hôpitaux	Mutuelles	Non renseigné	Secteur marchand	Total général
CRECHE	18 337 016	94 615 861	7 144 418	903 035	30 849 543	270 700 356	21 761 620	28 487 043	1 224 403	607 794	14 239 819	488 870 908
HALTE-GARDERIE	106 352	24 179 288	524 860	1 065 055	5 460 694	31 743 670	5 042 143		149 779	192 954	1 026 717	69 491 513
Jardin d'enfants		9 611 677			922 666	5 534 808	1 100 978	70 583			1 497 754	18 738 466
Micro crèche	56 538	15 543 592	355 473		1 431 230	4 925 451	9 895 371	68 343	1 043 725	229 048	6 478 689	40 027 461
MULTI-ACCUEIL	3 123 382	320 765 505	29 681 771	2 870 883	74 071 473	351 746 592	158 890 540	14 725 667	17 837 306	3 215 830	227 644 932	1 204 573 881
Total général	21 623 288	464 715 923	37 706 522	4 838 973	112 735 606	664 650 878	196 690 652	43 351 637	20 255 213	4 245 626	250 887 911	1 821 702 228

- Modèle de convention PSU

² La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.



1-1_Convention_un
ique_Ps_Eaje_avec_b

b) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail

1) Section 2 les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]
Catégorie 2 c) l'accès et la réinsertion sur le marché du travail
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
APEC : <ul style="list-style-type: none">- Proposer des services bénéficiant à l'ensemble des cadres et des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, ainsi que des services spécifiques adaptés à des situations particulières répondant aux besoins des publics bénéficiaires.- Proposer des services destinés aux employeurs permettant de sécuriser les recrutements des entreprises par des informations et des conseils adaptés.- Collecter et diffuser les offres d'emploi cadres.- Développer un programme d'études et de veille sur le marché du travail des cadres afin de mieux connaître les réalités de ce marché, et en diffuser les résultats.
Pôle Emploi : <ul style="list-style-type: none">- Activités d'accompagnement des demandeurs d'emploi : 4 modalités d'accompagnement : suivi, guidé, renforcé, global ; accompagnement intensif jeunes ; Equip Emploi- Accompagnement des entreprises dans leur recrutement : intermédiation, appui au recrutement, promotion de profils ;- Anticipation des besoins et des évolutions du marché du travail ;
Agefiph : <ul style="list-style-type: none">- Sensibilisation et mobilisation des acteurs économiques et sociaux sur le sujet du handicap ;- Aides aux entreprises en vue de favoriser l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap en milieu ordinaire de travail ;- Aides aux entreprises pour développer l'alternance en direction des personnes en situation de handicap ;- Aides à la création ou à la reprise d'activité ;- Aides à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi des BOETH ;

- Aides à la construction du projet professionnel, au développement de la qualification et des compétences professionnelles ;
- Compensation des conséquences du handicap tout au long du parcours de la personne : aides à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi, aide au développement de la qualification, aide à l'adaptation des situations de formation, aides humaines et techniques à la compensation du handicap

Opérateurs de placement spécialisés OPS :

Les actions des OPS répondent aux missions d'intérêt général définies par l'art. L. 5214-3-1 du code du travail :

- la préparation, l'accompagnement, le suivi durable et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées, y compris la délivrance du conseil en évolution professionnelle ;
- la participation au dispositif d'insertion professionnelle et d'accompagnement spécifique prévu pour les travailleurs handicapés mis en œuvre par l'Etat, le service public de l'emploi, l'Agefiph et le FIPHP.

-

Ecoles de la deuxième chance :

Les E2C proposent une formation aux jeunes de 16 à 25 ans dépourvus de qualification professionnelle ou de diplômes. Fondées sur une pédagogie différente des schémas scolaires classiques (parcours individualisé mobilisant fortement les entreprises), les E2C ont pour objectif l'insertion sociale et professionnelle des jeunes qu'elles accueillent sans autre critère que leur motivation, en leur permettant de construire leur projet personnel et professionnel.

AFPA :

L'Afpa contribue au service public de l'emploi mentionné à l'article L. 5311-1 du code du travail. Devenu établissement public industriel et commercial (EPIC) le 1er janvier 2017, l'Afpa se voit confier des missions et sujétions de service public définies aux articles L. 5315-1 ainsi qu'aux 1° à 3° et au a du 4° de l'article L. 5315-2 du code du travail.

À ce titre, l'Afpa contribue à :

1. L'ingénierie de certification professionnelle pour le compte de l'Etat. L'Afpa réalise, pour le compte du ministère du Travail, des actions d'appui à la délivrance des titres professionnels du ministère sur les territoires et assure les missions liées à l'élaboration de ces titres ;
2. L'ingénierie de formation aux compétences et aux métiers émergents. L'Etat confie à l'Afpa une mission de veille et de prospective sur l'émergence de nouvelles activités et leur traduction en besoins de compétences, de formations et de certifications. Ce travail s'accompagne d'un programme de travaux d'études prenant appui sur les centres stratégiques et de références nationaux (incubateurs) ;
3. Le développement d'une expertise prospective pour anticiper les besoins en compétences sur les territoires. L'Afpa développe, dans le cadre de la politique du titre du ministère du Travail, une analyse prospective sur l'évolution des emplois, des métiers et des compétences qui s'appuie sur l'analyse du marché du travail. Cela lui permet d'anticiper les évolutions du marché de l'emploi et d'en tirer les enseignements sur les besoins en compétences des entreprises et des territoires ;

4. L'appui aux opérateurs chargés du conseil en évolution professionnelle et notamment la contribution à l'égal accès sur l'ensemble du territoire aux services publics de l'emploi et de la formation professionnelle et à la promotion de la mixité des métiers conformément au 1° de l'article L.5315-1 du code du travail. En complémentarité des acteurs en charge de l'orientation et de l'insertion, l'Afpa, suivant cet article du code du travail, propose une offre de service visant à favoriser un accompagnement renforcé permettant une sécurisation des parcours d'insertion. Dans le cadre de cette mission, l'Afpa porte pour le ministère du Travail plusieurs dispositifs pour accompagner et insérer les publics fragiles : Prépa Compétences (demandeurs d'emploi longue durée), 1000VAE (primo-arrivants) et Promo 16-18 (mineurs répondant à l'obligation de formation des décrocheurs scolaires).

Pour les activités touchant aux secteurs concurrentiels, et faisant suite à la transformation en établissement public et aux demandes de la commission européenne autour de l'ordonnance de 2016, deux filiales, sous forme de sociétés par action simplifiée à actionnaire unique (SASU), assurent les activités concurrentielles de formation des demandeurs d'emploi et des salariés

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

APEC :

La convention de mandatement de service public de l'APEC (période 2017-2021) précise les missions de service public et indique que le montant de la cotisation obligatoire perçue par l'APEC ne peut dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts occasionnés par l'exercice de ces missions. Le mandat définit les exigences et principes :

- de comptabilité analytique permettant de distinguer les activités commerciales et les activités de service public ;
- d'affectation exclusive de la cotisation obligatoire aux seules activités de service public ;
- de compensation, d'évitement et de correction des surcompensations éventuelles ;
- de recherche d'efficience en fixant un objectif d'efficience productive.

Il fixe enfin les modalités de contrôle par l'Etat de l'utilisation de la cotisation obligatoire et les modalités de suivi et d'évaluation de la convention de mandat de service public.

Pôle Emploi :

Les textes constitutifs du mandat de service public sont la loi (article L. 5312-1 du code du travail) et la convention tripartite Etat-Unédic-Pôle emploi 2019-2022. La loi donne des précisions sur la nature de la mission de service public ainsi que sur l'étendue et les conditions générales de fonctionnement de Pôle emploi, tandis que la convention définit les orientations stratégiques comportant les obligations de service public à remplir pour une période donnée et les indicateurs associés.

Agefiph :

Les textes constitutifs du mandat de service public sont définis par la loi (article L. 5214-1 et suivants du code du travail). La loi définit les modalités de financement (contribution liée à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés), la nature de la mission de service public ainsi que l'étendue et les conditions générales de fonctionnement de l'institution.

Une convention d'objectifs 2021/2024 a été signée entre l'Etat et l'Agefiph le 19 juillet 2021.

Opérateurs de placement spécialisé OPS :

Les textes constitutifs du mandat de service public sont la loi du 11 février 2005 qui reconnaît aux OPS une mission de service public dans le champ de l'insertion professionnelle des personnes handicapées en milieu ordinaire (art. L. 5214-3-1 du code du travail), en complémentarité avec le service public de l'emploi, ainsi que l'article 101 de la loi du 8 août 2016 qui élargit la mission des OPS au maintien dans l'emploi à compter du 1er janvier 2018. La loi précise les missions de service public, tandis que la convention pluriannuelle d'objectifs signée au niveau régional entre l'OPS, l'Etat, l'Agefiph et le FIPHFP définit les engagements de l'OPS à mettre en œuvre le projet d'intérêt économique général visant à assurer la préparation, l'accompagnement, le suivi durable et le maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

Ecoles de la deuxième chance :

Le mandat est confié par l'article L. 214-14 du code de l'éducation qui prévoit que « *l'État et les régions apportent leur concours aux formations dispensées dans les conditions déterminées par convention* ».

Des conventions sont donc établies entre les E2C et les services déconcentrés du ministère du Travail pour une durée de 3 ans – les Conventions en vigueur pour les années 2020-2021 sont les Conventions 2018-2021. La contribution financière de l'Etat est fixée annuellement, à l'occasion d'un dialogue de gestion, en fonction des besoins de l'école, sur la base d'un forfait par jeune.

AFPA :

Les textes constitutifs du mandat de service public sont l'ordonnance n° 2016-1519 du 10 novembre 2016, ratifiée par la loi n° 2017-204 du 21 février 2017, qui porte création au sein du service public de l'emploi de l'établissement public chargé de la formation professionnelle des adultes, et codifiée aux articles L. 5315-1 et suivants du code du travail. Son fonctionnement est précisé par le décret n° 2016-1539 du 15 novembre 2016 relatif à l'établissement public chargé au sein du service public de l'emploi de la formation professionnelle des adultes.

Les missions de service public sont définies à l'article L. 5315-1 ainsi qu'aux 1° à 3° et au a du 4° de l'article L. 5315-2 du code du travail. Ces missions de service public sont déclinées, chaque année, dans un plan d'actions notifié l'Afpa. Ce document précise l'ensemble des missions confiées à l'Afpa par le ministère en charge de l'emploi sur une période annuelle avec une estimation précise de la valorisation financière et des jours/hommes associés à chaque action. La déclinaison financière du plan d'actions fait l'objet d'un document budgétaire validé par la DGEFP

Les lignes budgétaires du plan d'actions sont fongibles pour permettre des redéploiements entre actions en fonction des besoins constatés en cours d'année.

En outre, le plan d'actions et son annexe financière peuvent être amendés pour permettre à l'Afpa de déployer de nouvelles missions apparues en cours d'année.

Pour les autres dispositifs précités, des conventions ad hoc ont été construites avec l'Afpa pour rappeler les obligations de service public, l'objectif du programme, les financements et les éléments relatifs au SIEG (transparence, conservation des pièces...), la comitologie de suivi et de contrôle.

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

APEC :

La convention de mandatement de service public de l'APEC est signée pour une durée de 5 ans (Le mandat en cours porte sur la période 2017 à 2021), qui est aussi la durée du plan stratégique de l'agence. Cette durée de 5 ans correspondait déjà au précédent mandat qui portait sur les années 2012-2017.

A mi-parcours et au terme de la présente convention, un bilan de son application est réalisé par l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). Le bilan de mi-parcours n'a pas pu être réalisé. Le nouveau mandat de service public couvrant la période 2022-2026 a été négocié entre l'Etat, la Direction générale de l'APEC et sa gouvernance. Le nouveau mandat a ainsi été signé le 6 septembre 2021.

Pôle Emploi :

Le mandat est renouvelé via la convention tripartite (durée de 4 ans) après une évaluation à mi-parcours et une évaluation finale. La convention tripartite applicable pour les années 2020-2021 est la Convention tripartite Etat-Unédic-Pôle Emploi 2019-2022.

Agefiph :

La loi confie à l'Agefiph des missions sans limitation de durée dans le temps. La convention d'objectifs signée entre l'Etat et l'Agefiph le 19 juillet 2021 est d'une durée de trois ans.

Opérateurs de placement spécialisé OPS :

Enfin, les missions des OPS s'inscrivent au niveau national dans le cadre de la convention nationale pluriannuelle multipartite 2017-2020. Au niveau régional, la convention pluriannuelle d'objectifs signée entre l'organisme gestionnaire de l'OPS et les commanditaires régionaux (Etat, Agefiph, FIPHP, Pôle emploi) est établie pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2022, soit une durée de 5 ans

Ecoles de la deuxième chance :

Le mandat est renouvelé via une nouvelle convention tous les 3 ans après évaluation de la précédente. Les Convention en vigueur pour les années 2020-2021 sont les Conventions 2018-2021.

AFPA :

La loi confie à l'**Afpa** des missions sans limitation de durée dans le temps. Le plan d'actions, qui encadre les activités de service public confiées à l'Afpa donnant lieu à une subvention de l'État, est construit et validé chaque année par les tutelles pour réviser, supprimer ou ajouter des missions de service public.

De la même manière, les dispositifs de service public sont prolongés annuellement par décision du ministère du Travail en fonction de la réussite et de l'intérêt de ceux-ci pour les publics défavorisés non-pris en charge par ailleurs.

Expliquer si des **droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

Sans objet

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

- Subventions directes aux opérateurs
- Contributions obligatoires des entreprises

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

APEC :

Le mandat de service public 2017-2021 stipule : « *La cotisation obligatoire versée par les cadres et les entreprises est exclusivement utilisée pour le financement des activités liées aux missions de service public définies par la présente convention. Les activités commerciales de l'APEC ne peuvent en aucun cas être financées directement ou indirectement par cette cotisation. Elles doivent s'équilibrer financièrement, de façon autonome [...]. Réalisant des activités en-dehors de ces missions de service public, l'APEC tient des comptes séparés, distinguant les activités qui bénéficient du produit de la cotisation obligatoire prévue à l'article 3 du présent mandat, et les activités n'en bénéficiant pas, conformément à l'ordonnance 2004-503 du 7 juin 2004 portant transposition des directives 80/723/CEE et 2006/111/CE. Pour ce faire, l'APEC dispose d'une comptabilité analytique qui permet de répartir les charges et les produits entre les activités de différentes natures et de calculer des résultats par activité. Ce dispositif est fondé sur les principes de comptabilité analytique généralement acceptés, et détaillé en annexe 1 de la présente convention de mandat* ».

Pôle Emploi :

L'article L. 5312-7 du code du travail dispose que « *Le budget de l'institution comporte quatre sections non fongibles qui doivent chacune être présentées à l'équilibre [...] la contribution de l'Etat et la contribution de l'organisme gestionnaire du régime d'assurance chômage sont fixées à un niveau compatible avec la poursuite des activités de l'institution, compte tenu de l'évolution du marché du travail.* »

La convention tripartite 2019-2022 précise les contributions respectives de financeurs : trajectoire financière pour la subvention pour charge de service public versée par l'Etat (en montant) et contribution annuelle de l'Unédic (11% des ressources mentionnées aux articles L. 5422-9, L. 5422-11 et L. 5424-20 du code du travail). La convention précise que « *Les moyens alloués à Pôle emploi par l'État et l'Unédic assurent le financement des services confiés à Pôle emploi en tant que Services d'intérêt économique général (SIEG). Les obligations de service public assurées par Pôle emploi sont précisées dans la présente convention. L'État contrôle l'absence de surcompensation financière par rapport au coût réel des charges de service d'intérêt économique général (SIEG) supportées par Pôle emploi.* » Il est prévu la transmission annuelle des résultats de la comptabilité analytique par grandes missions [à l'instance technique de suivi de la convention tripartite], résultats qui sont également partagés au sein du Conseil d'administration de Pôle emploi où siège l'Etat.

Agefiph :

Les missions de service public de l'Agefiph sont liées à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés dans les entreprises. Les ressources de l'Agefiph sont basées sur l'écart entre l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés qui s'applique aux entreprises (employer au moins 6% de personnes handicapées) et le nombre d'emploi réels. Le taux de présence de travailleurs handicapés dans les entreprises à un effet mécanique à la fois sur le niveau des besoins d'actions en faveur de l'insertion des personnes et sur le niveau des ressources de l'Agefiph.

En effet, les établissements de 20 salariés et plus sont tenus d'employer des bénéficiaires de l'obligation d'emploi dans la proportion de 6 % de l'effectif total de leurs salariés (même si tous les employeurs, y compris ceux employant moins de 20 salariés, doivent déclarer les travailleurs handicapés en leur sein depuis le 1^{er} janvier 2020). La déclaration annuelle de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés s'est effectuée pour la première fois en 2021, au titre de l'année 2020, via la DSN (Déclaration sociale nominative) auprès des organismes de sécurité sociale.

Ils peuvent satisfaire à cette obligation totalement ou partiellement par l'emploi direct de travailleurs handicapés, quel que soit le contrat de travail (durée indéterminée ou déterminée, contrat aidé, intérim, stage, période de mise en situation professionnelle), par l'application d'un accord agréé ou par le versement d'une contribution à l'Agefiph.

Le montant de cette contribution, calculé par bénéficiaire manquant, est fonction de la taille de l'entreprise : 400 fois le SMIC HB (horaire brut) (de 20 à 250 salariés), 500 fois le SMIC HB (de 250 à 749 salariés) et 600 fois le SMIC HB (+ de 750 salariés). Cette contribution peut être réduite par trois déductions :

- le nombre d'emplois exigeant des conditions d'aptitude particulières (ECAP) multiplié par 17 fois le SMIC HB ;
- contrats d'achat, sous-traitance ou prestations de service auprès d'une entreprise adaptée, ESAT, travailleurs indépendants handicapés ou un salarié porté lorsqu'il est BOETH ;
- dépenses déductibles favorisant l'accueil, l'insertion et le maintien dans l'emploi de salariés handicapés

L'adéquation entre les ressources et les besoins est vérifiée chaque année par le ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion, lors de l'approbation du budget de l'Agefiph. Les ressources et leur destination, ainsi que l'intensité des actions en fonction des besoins d'insertion professionnelle et de maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés sont examinées à cet effet.

Organismes de placement spécialisés OPS :

L'article L.5214-3-1 du code du travail définit la catégorie des « *organismes de placement spécialisés, chargés de la préparation, de l'accompagnement et du suivi durable dans l'emploi des personnes handicapées* » participant « *au dispositif d'insertion professionnelle et d'accompagnement spécifique prévu pour les travailleurs handicapés, mis en œuvre par l'Etat, le service public de l'emploi, l'Agefiph et le FIPHP.* » Cet article dispose qu'ils sont conventionnés avec l'Agefiph, le FIPHP et Pôle emploi.

La convention pluriannuelle d'objectifs avec l'OPS définit dans son article 4 les « *conditions de détermination du montant de la contribution financière* » en mentionnant pour chacun des trois financeurs le montant du budget prévisionnel engagé sur l'axe de travail et le territoire concernés, ainsi que les modalités de détermination de la compensation définitive versée à l'OPS. L'OPS dispose d'une comptabilité analytique qui permet de répondre aux exigences de gestion des services d'intérêt économique général. L'évaluation des Cap emploi relative à la qualité des projets déployés et des coûts associés, dont les résultats ont été rendu en 2021, a notamment permis de vérifier la mise en place d'une comptabilité analytique par les OPS.

Ecoles de la deuxième chance :

L'article L. 214-14 du code de l'éducation dispose que « *l'État et les régions apportent leur concours aux formations dispensées dans les conditions déterminées par convention* ».

La contribution financière de l'Etat est fixée annuellement (par l'Etat et les collectivités territoriales), à l'occasion d'un dialogue de gestion, en fonction des besoins et capacités de l'école et sur la base d'un forfait par jeune.

AFPA :

Le mandat sur les missions nationales de service public de l'Afpa, qui entraîne le versement par l'Etat d'une compensation pour charge de service public de 110M€, est défini dans un plan d'actions annuel énumérant précisément l'activité à mener par l'établissement public. Une annexe financière au plan d'actions précise la répartition de ces crédits par actions. Les dispositifs de l'Afpa sont également financés par une compensation stricte des dépenses encadrée par une annexe financière définissant les lignes de dépenses par coût unitaire de parcours formalisé par les tutelles en début d'exercice.

La méthodologie utilisée pour suivre le mécanisme de compensation des missions de service public repose sur les principes de la comptabilité analytique dont les principes ont été adoptés en 2017.

L'article R. 5315-10 du code du travail prévoit que l'Afpa tient une comptabilité analytique. Celle-ci doit permettre de répondre aux exigences de gestion des services d'intérêt économique général et d'évaluation des obligations de service public donnant lieu à compensation, mais également de garantir l'objectivité et le caractère non subventionné des coûts imputés aux activités concurrentielles. D'une manière plus générale, la comptabilité analytique de l'EPIC doit permettre de déterminer et analyser le coût des opérations et d'apprécier leur rentabilité.

Les principes de la comptabilité analytique ont fait l'objet d'un examen à l'automne 2016, avec pour objectif d'identifier les évolutions nécessaires. Par la suite, sur la première partie de 2017, l'Afpa a mis au point les évolutions à apporter à la comptabilité analytique de façon à répondre aux exigences fixées par la décision 2012/21/UE de la Commission de l'Union européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

Une mission d'audit a eu lieu en 2018 pour faire évoluer la comptabilité analytique après la transformation en EPIC, permettre d'évaluer précisément la destination de la subvention pour mission de service public et montrer que les filiales ne reçoivent pas de subventions indirectes. L'autre objectif est, en mesurant la capacité de production et l'identification d'un niveau normatif d'activité, de permettre les refacturations sans marge à la filiale lors d'utilisations des ressources de l'EPIC. Enfin, la conception à coût objectif, mise en œuvre à titre expérimental en 2019 dans une région, a pour objectif de proposer un outil normé pour flécher les différents postes de coûts et analyser à l'euro près l'ensemble des coûts des missions de service public.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

APEC :

Le mandat de service public 2017-2021 précise que « Les conditions de compensation des missions de service public de l'APEC sont contrôlées [...]. Elles font l'objet d'un examen approfondi par le comité de suivi [...] et par l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS),

lors des évaluations à mi-mandat et en fin de mandat [...]. Dès lors que les programmes d'action de l'APEC se solderaient par des excédents, révélant une surcompensation, ou par un déficit, révélant une sous-compensation, le comité de suivi se réunirait dès l'arrêté annuel des comptes pour examiner les mesures à prendre. Les surcompensations constatées au terme du présent mandat de service public font l'objet d'un reversement au budget de l'Etat, à la suite de l'arrêté des comptes de l'APEC pour l'année 2021. Il prévoit que « Les éléments de preuve de l'absence de surcompensation sont fournis par l'APEC à l'Etat chaque année » et que « L'Etat, représenté par la DGEFP, est invité sans voix délibérative à la Commission de contrôle de l'APEC lorsqu'elle examine la régularité des opérations financières et comptables de l'association ».

Pôle Emploi :

Plusieurs contrôles permettent à la puissance publique de vérifier l'absence de surcompensation pour Pôle emploi :

- comptabilité analytique, et méthode de comptabilisation en sections non fongibles ; seules les dépenses d'intervention, de fonctionnement et d'investissement sont financées en partie par la subvention pour charge de service public versée par l'Etat et votée en loi de finances ;
- contrôle via la gouvernance de Pôle emploi (conseil d'administration, comité d'audit et des comptes, comité d'évaluation) ;
- contrôles externes prévus par la convention tripartite : deux évaluations externes prévues en 2021 (évaluation à mi-parcours) et en fin de convention à réaliser par les inspections générales des finances et des affaires sociales. En raison de la signature tardive de la convention tripartite et du contexte sanitaire, l'évaluation externe de mi-parcours n'a pas eu lieu. L'évaluation finale est en cours de réalisation. Autres rapports de corps d'inspection, contrôles de la Cour des comptes.

Agefiph :

L'Agefiph est soumise au contrôle administratif et financier de l'Etat, et notamment au contrôleur général économique et financier (CGEF) dont la mission est de veiller à la bonne utilisation de l'argent public. Le ministre en charge du travail et de l'emploi agréé les statuts de l'Agefiph. L'association lui soumet annuellement son budget pour approbation.

Organismes de placement spécialisés OPS :

Plusieurs contrôles permettent de s'assurer qu'il n'y a pas de surcompensation :

- un mode d'évaluation inscrit dans la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'OPS : les commanditaires - Etat, Agefiph, FIPHP et Pôle emploi - procèdent chaque année a minima (et autant que de besoins) à une évaluation contradictoire avec l'OPS, sur les plans quantitatif et qualitatif, dans le cadre d'un dialogue de gestion annuel ;
- un examen par les commanditaires du compte-rendu financier ainsi que du compte-rendu quantitatif et qualitatif de la réalisation du projet pour l'année N comprenant l'ensemble des éléments définis par les commanditaires
- un examen par les commanditaires des comptes annuels de l'année N et du rapport du commissaire aux comptes associé prévu par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- une régularisation du montant des versements au plus tard le 1er octobre de l'année N+1, déterminée suite au contrôle de l'absence de surcompensation et vérifications réalisées par les commanditaires conformément aux engagements pris dans la convention pluriannuelle d'objectifs ;

- au cours de la 3ème de la convention, une évaluation plus complète sur la qualité des projets déployés et coûts associés est opérée par les commanditaires (rapport final publié en juin 2021). Ces évaluations peuvent donner lieu le cas échéant à des audits et des contrôles sur place et sur pièces ;

Ecoles de la deuxième chance :

Les écoles doivent disposer d'une comptabilité analytique, nécessaire à la labellisation. De plus, les comptes sont certifiés par un commissaire aux comptes.

AFPA :

L'Etat assure un contrôle administratif et financier de l'Afpa qui consiste en :

- La vérification que la dotation financière allouée à l'Agence n'excède pas la charge financière des missions et sujétions de service public résultant de l'application des articles L. 5315-1 et des 1° à 3° et du a du 4° de l'article L. 5315-2 du code du travail ;
- L'évaluation des conditions de réalisation du plan d'actions et des cibles des dispositifs sur un plan quantitatif et qualitatif. L'évaluation porte notamment sur la conformité entre les actions réalisées et celles définies dans la déclinaison opérationnelle du plan d'actions (annexe 1), sur l'impact des actions au regard de l'intérêt général et sur l'atteinte des objectifs fixés.

Un dialogue de gestion a lieu, tous les ans, entre l'Afpa et la DGEFP l'année N+1 de la notification du plan d'actions. Dans ce cadre, l'Afpa s'engage à fournir, au plus tard 15 jours avant la date du dialogue de gestion, un bilan qualitatif, quantitatif et financier de la mise en œuvre du plan d'actions précédent avec une déclinaison par pilier et par région. Pour sécuriser la consommation des crédits alloués au plan d'actions des MNSP et aux dispositifs, plusieurs comités de suivi sont prévus en année *n* pour analyser les tableaux de suivi budgétaire prévus dans le plan d'action et les différentes conventions.

Dans l'hypothèse où le contrôle administratif et financier ferait apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées au présent cadre d'intervention et à ses annexes 1 et 2, l'Etat exigera le reversement des sommes indûment perçues selon les procédures légales et réglementaires en vigueur.

L'Afpa est également soumise au contrôle administratif et financier de l'État (CGEFI) qui veille à la bonne utilisation des deniers publics et organise des comités d'audit trimestriels avec certains administrateurs du conseil d'administration.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2020	2021
APEC : 125, 270 M€ Pôle Emploi : 4 991,1 M€ Agefiph (budget réalisé) : 488,7 M€ Cap Emploi (OPS) - hors financement Agefiph : 53,6 M€ Ecoles de la deuxième chance : 62M€ AFPA : 110 M€ MNSP + 2,3 M€ Promo 16-18 + 24,490 M€ Prépa Compétences + 840K€ 1000VAE	APEC : 136,213 M€ Pôle Emploi : 5 699,5 M€ Agefiph (projection): 553,4 M€ Cap Emploi (OPS) - hors financement Agefiph : 53,6 M€ Ecoles de la deuxième chance : 55,6M€ AFPA : 110 M€ MNSP + 41,4 M€ Promo 16-18 + 14,653 M€ Prépa Compétences
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales	
2020	2021
Ecoles de la deuxième chance : 26,6M€ AFPA : 110M€ MNSP + 2,3M€ Promo 16-18 + 24,490M€ Prépa Compétences + 840K€ 1000VAE	Ecoles de la deuxième chance : 27,8M€ AFPA : 110M€ MNSP + 41,4M€ Promo 16-18 + 14,653M€ M€ Prépa Compétences
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales	
2020	2021
Ecoles de la deuxième chance : 26,1 M€	Ecoles de la deuxième chance : 27,8M€
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales	
2020	2021
Ecoles de la deuxième chance : 9,3 M€ (dont 3,7M€ pour les départements)	Ecoles de la deuxième chance : montant non disponible à ce stade
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2020	2021
<p>APEC : Nombre de cadres et jeunes diplômés ayant eu recours aux services de l'APEC : 131 968 bénéficiaires</p> <p>Pôle Emploi : Nombre de demandeurs d'emploi en portefeuille : 3 728 298</p> <p>Ecole de la deuxième chance : 14 188 jeunes accueillis.</p> <p>Cap Emploi : 218 000 personnes accompagnées et 158 000 employeurs ont fait appel aux services des Cap emploi</p>	<p>APEC : Nombre de cadres et jeunes diplômés ayant eu recours aux services de l'APEC : 150 797 bénéficiaires</p> <p>Pôle Emploi : Nombre de demandeurs d'emploi en portefeuille : 3 333 061</p> <p>Ecole de la deuxième chance : 15 268 jeunes accueillis.</p> <p>Cap Emploi (ces données sont dorénavant conjointes avec Pôle emploi dans le cadre d'une offre de service intégrée): 197 813 retours à l'emploi, 233 637 demandeurs d'emploi de longue durée accompagnés.</p> <p>Cap emploi : 46 083 personnes accompagnées pour un maintien dans l'emploi</p>

c) Le logement social

- Logement social

Section 2 les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]
Catégorie 2 d) le logement social
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</p>

L'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation définit le SIEG du logement social comme :

- la construction, l'acquisition, l'amélioration, l'attribution, la gestion et la cession de logements locatifs à **loyers plafonnés**, lorsqu'elles sont destinées à des **personnes dont les revenus sont inférieurs aux plafonds maximum fixés par l'autorité administrative** pour l'attribution des logements locatifs conventionnés dans les conditions définies à l'article L. 351-2 et dont **l'accès est soumis à des conditions de ressources**.

- la réalisation d'opérations d'accession à la propriété destinées à des **personnes dont les revenus sont inférieurs aux plafonds maximum fixés par l'autorité administrative** pour l'attribution des logements locatifs conventionnés dans les conditions définies à l'article [L. 351-2](#) et dont **l'accès est soumis à des conditions de ressources**. **Font toutefois partie du service d'intérêt général**, dans la limite de 25 % des logements vendus par l'organisme, les opérations destinées à des personnes de revenu intermédiaire dont les ressources dépassent les plafonds maximums susmentionnés sans excéder les plafonds fixés au titre IX du livre III, lorsque l'ensemble des opérations sont assorties de garanties pour l'accédant dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ;

- la gestion ou l'acquisition en vue de leur revente, avec l'accord du maire de la commune d'implantation et du représentant de l'Etat dans le département, de logements situés dans des **copropriétés connaissant des difficultés importantes de fonctionnement ou faisant l'objet d'un plan de sauvegarde** en application de l'article L. 615-1 ou d'une opération programmée d'amélioration de l'habitat visée à l'article [L. 303-1](#) ainsi que, pour une période maximale de dix ans à compter de la première cession, la gestion des copropriétés issues de la cession des logements locatifs mentionnés au neuvième alinéa tant que l'organisme vendeur y demeure propriétaire de logements ;

- **les services accessoires aux opérations susmentionnées.**

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Les missions d'intérêt général confiées aux opérateurs du logement social sont attribuées par acte officiel des autorités publiques, de niveau législatif. Les éléments principaux de ce mandat, suite à l'obtention de l'agrément, qui leur permet d'intervenir dans le SIEG du logement social, figurent explicitement à l'article L. 411-2 du CCH auquel viennent s'ajouter d'autres articles du CCH définissant en particulier les règles d'attribution des logements auxquels sont soumis les opérateurs sociaux, ainsi que les conventions d'aides personnalisées au logement (APL) qui viennent préciser programme par programme le mandat (notamment les plafonds de ressources applicables et les plafonds de loyers).

Le Code de la construction et de l'habitat précise également le régime juridique des différentes catégories d'organismes du logement social intervenant dans le cadre de ce mandat (offices publics de l'habitat, sociétés anonymes d'HLM, sociétés coopératives HLM, sociétés d'économie mixte, organismes qui exercent des activités de maîtrise d'ouvrage et bénéficiant de l'agrément prévu à [l'article L. 365-2](#)). Ces organismes sont soumis au contrôle de l'Etat. Lorsqu'il s'agit de

personnes morales de droit privé, elles ne peuvent exercer leur activité dans le champ du logement social qu'après délivrance d'un agrément par l'Etat.

En outre, la loi 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion, codifiée pour les organismes d'HLM aux articles L. 445-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation et à l'article L. 481-2 du même code pour les sociétés d'économie mixte (SEM) de construction, rend obligatoire la signature d'une convention d'utilité sociale (CUS) avec l'Etat, pour tous les organismes d'habitations à loyers modérés (OPH, SA HLM, COOP) et les SEM (sociétés d'économie mixte) agréées logement social en l'assortissant entre autre de sanctions financières en cas de refus de la part de l'organisme de s'engager dans le processus d'élaboration ou de manquement grave aux obligations de la convention. Ces conventions comprennent, outre les dispositions relatives à la politique de patrimoine et d'investissement de l'organisme (y compris les mises en vente), les engagements en matière de qualité du service rendu aux locataires et en matière de gestion sociale. Elles permettent une déclinaison patrimoniale et sociale des objectifs de la politique nationale du logement, notamment en matière de droit au logement opposable et d'attribution, et en matière d'adaptation de l'offre de logements sociaux. Le cas échéant, les organismes sont amenés à y exposer leur activité pour les logements-foyers, leur activité d'accession sociale à la propriété ainsi que leur politique d'hébergement.

Elles comportent des indicateurs de performance à partir desquels les organismes s'engagent sur des objectifs chiffrés, notamment en ce qui concerne l'amélioration du patrimoine. Ils sont établis sur la base du plan stratégique de patrimoine rendu obligatoire par la loi. Ce plan repose sur l'analyse multi factorielle du patrimoine, tenant compte notamment de sa qualité et de son attractivité et sur les capacités financières de l'organisme.

L'élaboration de ce plan impose au secteur HLM d'avoir une vision stratégique et prospective sur le développement d'une offre adaptée et le programme de travaux et d'entretien du patrimoine à court et moyen termes.

Les indicateurs qui correspondent à l'engagement « Entretenir et améliorer le patrimoine existant » sont déclinés de la façon suivante dans les conventions :

- nombre de logements disposant après rénovation énergétique d'une étiquette A à E, parmi le parc de logements de classe énergétique F ou G, par année ;
- nombre de logements ayant fait l'objet d'un moins un changement d'étiquette énergétique après rénovation ;
- nombre de logements réhabilités, appartenant à une opération de réhabilitation éligible à un prêt de la Caisse des dépôts et consignations, parmi le parc total de logements, par année.

Les lois 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté et 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique ont fait évoluer le contenu des conventions. Le décret n°2019-801 du 26 juillet 2019 fixe les indicateurs qui s'appliquent à cette nouvelle génération de conventions d'utilité sociale, conclues à compter de l'année 2019. Au-delà du suivi des indicateurs, ces conventions ont aussi vocation à s'affirmer

comme le support d'un dialogue permanent entre les services de l'Etat et chaque organisme de logement social.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
<p>La durée du mandat de l'organisme n'est pas limitée dans le temps. L'existence de ce mandat conditionnant la possibilité d'exercer le SIEG du logement social et par voie de conséquence de bénéficier d'aides d'Etat, sa durée dépasse systématiquement la durée de 10 ans. Cette durée longue est notamment justifiée par l'importance des investissements consentis par les organismes de logements sociaux.</p> <p>Des dispositions protectrices particulières sont également à signaler. Ainsi, la cession de tels logements, outre le fait qu'elle est extrêmement encadrée (L. 443-7 et suivants du CCH), ne fait pas disparaître les obligations de service public qui sont attachées au logement (L. 411-3 et L. 411-4).</p> <p>D'une manière générale, il est organisé une étanchéité du SIEG : le résultat de l'activité SIEG est comptabilisé de manière distincte et, depuis 2021, les fonds propres issus de cette activité le sont également.</p> <p>Lorsque les organismes sont des sociétés, la part du résultat résultant de l'activité SIEG redistribuée aux actionnaires est limitée (taux du livret A + 1,5%).</p>
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Seuls les organismes et entreprises relevant des catégories d'organismes de logement social reconnues par la loi et agréés ou créés par décret peuvent exercer le SIEG du logement social et ainsi bénéficier d'aides d'Etat.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Aides directes, prêts et garanties sont utilisées.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>1. Les organismes de logement social bénéficient, pour leur activité relevant du SIEG, d'aides publiques aux opérations de production de logements sociaux.</p> <p>La décision d'agrément accordée à une opération (par les services de l'Etat, ou par les collectivités territoriales délégataires des aides à la pierre) permet aux opérateurs d'obtenir des financements préférentiels de la Caisse des dépôts et consignations qui font l'objet de contrats de prêts faisant mention du caractère social des logements financés. Les taux des prêts accordés sont différents selon le type de logements financés (PLAI, PLUS, PLS) : ils sont d'autant plus bas que les contreparties sociales (plafonds de loyer, plafonds de ressources) exigées sont importantes. Ces bonifications sont détaillées dans le tableau des aides joint, pour l'Etat dans la rubrique « Bonifications des prêts » auxquelles s'ajoutent des aides de la participation des employeurs à l'effort de construction (PEEC) dans la rubrique « Bonifications des prêts ».</p>

Par ailleurs, elle leur ouvre la possibilité de bénéficier d'aides fiscales dont les dispositions sont fixées par des textes législatifs. Pour les constructions de logements sociaux, les opérateurs bénéficient d'une exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pendant 25 ans (qui peut être étendue à 30 ans sous conditions de performance énergétique) ainsi que d'un taux réduit de TVA (taux de 5,5 % dans le secteur de l'accession sociale à la propriété et dans le secteur du logement locatif social pour les logements financés par un prêt locatif aidé d'intégration (PLAI), pour les logements financés par un prêt locatif à usage social (PLUS) lorsqu'ils relèvent de la politique de renouvellement urbain, ainsi que pour certains travaux portant sur ces logements ou participant au renouvellement urbain, taux de 10 % dans les autres cas).

Le détail de ces aides fiscales sont chiffrées dans le tableau détaillé des aides ci-joint. Pour les aides d'État : aux rubriques « Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pendant 15 ans », « Exonération d'impôt sur les sociétés », « Taux réduit de TVA », « Dégrèvement de TFPB à raison de travaux d'économie d'énergie ». Pour les aides des collectivités territoriales : à la rubrique « Exonération de TFPB non compensées ».

Enfin, des subventions de l'Etat font l'objet de décisions de financement accompagnant la décision d'agrément mais distinctes de celle-ci. Un fonds indépendant spécifique avec une gouvernance propre associant le secteur a été créé à cette fin en 2016, le FNAP (fonds national des aides à la pierre). Le montant maximum des subventions allouées aux opérations est déterminé par la réglementation, en tenant compte de la spécificité de chacune des opérations (surface, coût...) et en réservant ces aides aux logements pour lesquels la contrepartie sociale au regard des loyers plafonds est la plus forte, c'est-à-dire les logements locatifs sociaux financés à l'aide de prêts locatifs aidés d'intégration (PLAI). L'octroi de ces subventions – les aides à la pierre – peut être délégué sous conditions aux collectivités territoriales qui en font la demande.

Pour les collectivités territoriales, des interventions en soutien de la production de logements sociaux peuvent également être accordées. Les modalités d'intervention en subvention et les montants sont fixées par leurs délibérations, et peuvent évoluer chaque année, en fonction des ressources disponibles, de l'évolution des besoins et des priorités locales.

Les subventions accordées par l'Etat et les collectivités sont intégrées au plan de financement des opérations, qui concomitamment à l'agrément, donnent lieu à une simulation partagée de leur équilibre financier sur le long terme, basée sur des paramètres actualisés chaque année.

2. Certaines aides sont délivrées pour des opérations de rénovation de logements sociaux.

Des aides spécifiques à la rénovation des logements sociaux ont ainsi été accordées dans le cadre du "plan de relance" en 2021 (et seront poursuivies en 2022).

L'Agence nationale de la rénovation urbaine (ANRU) soutient aussi cette politique publique en délivrant des aides aux bailleurs sociaux sur certaines opérations relevant des programmes de renouvellement urbain (montant indiqué dans le tableau des aides ci-joint).

3. Enfin, les opérateurs de logement social bénéficient d'une exonération d'impôt sur les sociétés pour leur activité au titre du SIEG.

L'ensemble des aides sous forme de subventions au logement social est détaillé dans le tableau des aides ci-joint. Pour les aides de l'Union Européenne dans la rubrique « Subventions pour les travaux d'économie d'énergie des logements locatifs sociaux » (FEDER). Pour l'État : aux rubriques « Subventions à l'investissement », « Subventions à la rénovation ». Pour les collectivités territoriales : aux rubriques « Subventions à l'investissement », « Subventions pour travaux d'économie d'énergie ». Pour les aides de la participation des employeurs à l'effort de

construction (PEEC) aux rubriques « Subventions pour la relance », « Aides aux filiales d'Action Logement », « Aides au secteur ».

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

En préambule, il faut noter que la puissance publique dispose d'un large pouvoir de contrôle et de sanction à l'égard des organismes de logement social.

En amont, les décisions de financement des opérations de production de logements sociaux de l'administration (l'Etat ou, en cas de délégation de cette compétence, une collectivité territoriale) font l'objet d'une analyse financière de l'équilibre prévisionnel des opérations. Cette analyse permet de demander un effort de loyer par rapport au barème plafond pour les opérations plus faciles à équilibrer, et à apporter une vigilance sur la santé globale de l'organisme en cas d'opération déficitaire. Par ailleurs, le risque de surcompensation est contrôlé une première fois lors de l'octroi des subventions pour la construction de nouveaux logements sociaux. Une convention APL est signée avec l'organisme pour chaque ensemble de logements sociaux. En outre, les collectivités territoriales participent à la gouvernance des offices publics de l'habitat et des SEM. Le préfet de département est représenté au conseil d'administration des offices publics de l'habitat.

En aval, les organismes HLM, les SEM agréées ou encore les organismes qui exercent des activités de maîtrise d'ouvrage et bénéficient de l'agrément prévu à [l'article L. 365-2](#) sont soumis au contrôle de l'ANCOLS (Agence nationale de contrôle du logement social - établissement public national placé sous la tutelle des ministres chargés du logement et de l'économie). Ce contrôle porte notamment sur la régularité, la qualité de la gestion et la manière dont s'acquittent les organismes de leur mission d'intérêt général qui leur est confiée au titre de [l'article L. 411-2](#). (l'ANCOLS peut proposer au ministre chargé du logement de prononcer des sanctions à l'égard des organismes ou de leurs dirigeants), ainsi qu'à celui des juridictions financières.

Par ailleurs, le respect des conventions APL peut faire l'objet de contrôles qui peuvent notamment donner lieu à la perte du bénéfice de l'APL ou à la reprise des aides fiscales.

Le contrôle du risque de surcompensation a été confié par la loi (en 2014) à l'ANCOLS Dans le cadre de la mission globale de contrôle de l'ANCOLS (définie à l'article L. 342-2), l'Agence contrôle que les aides publiques, versées aux organismes de logement social sous forme de compensations de service public, ne donnent lieu à aucune surcompensation, afin de respecter les stipulations de l'article 106 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. Plus précisément, il appartient à l'ANCOLS d'établir des contrôles individuels et thématiques et de veiller à ce que les organismes de logement social respectent la décision 2012/21/UE de la Commission Européenne du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général.

Par délibération du 23 janvier 2019, le conseil d'administration de l'ANCOLS a adopté une méthodologie de vérification relative aux éventuelles surcompensations. Par ailleurs, le 29 juin 2020, le Conseil d'Etat a rejeté un recours sur cette délibération et en a confirmé la légalité. Par la suite, une phase d'application « à blanc » des contrôles d'absence de surcompensation de SIEG a été mise en œuvre du 1^{er} avril 2019 à la fin de l'année 2020. Les premiers résultats et la

méthodologie de contrôle de la surcompensation ont été présentés au secteur durant la fin d'année 2021. La méthodologie définitive n'avait pas encore été validée à la fin de l'année 2021.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Les différentes compensations dont peuvent bénéficier des opérations de construction ou d'acquisition, avec ou sans travaux, de logements sociaux sont précisément décrites dans le code de la construction et de l'habitation à la première section du chapitre unique du titre III du livre III, partie réglementaire. Le site public <http://www.financement-logement-social.logement.gouv.fr/> permet d'accéder à une série de données et statistiques sur l'ensemble des aides du logement social, en particulier la façon dont sont financées les opérations.

L'agrément des opérateurs, sans lequel il n'est pas possible d'accéder aux aides du logement social, fait l'objet d'un arrêté individuel publié au journal officiel de la République française.

Les rapports de l'Agence nationale du contrôle des organismes de logement social (ANCOLS) sont publiés et rendus publics (<https://www.ancols.fr/home/publications.html>). Ils comportent tous un diagnostic financier de l'organisme qui revient notamment sur l'exploitation de celui-ci ainsi que sur la politique patrimoniale et la politique sociale et de gestion locative. Lorsque la méthodologie définitive de contrôle aura été approuvée, ces rapports comprendront également des développements sur le contrôle du risque de surcompensation.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2020	2021
6 670 M€	7 204 M€

A: Montant total des aides publiques octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales

2020	2021

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales

2020	2021

C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales	
2020	2021
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2020	2021

- Foncières solidaires

Section 2 les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]
Catégorie 2 d) le logement social
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</p> <p>- Le dispositif de soutien fiscal ci-après désigné sous les termes « Soutien fiscal - SIEG Foncières solidaires » a été introduit en droit national à l'article 157 de la loi de finance pour 2020, disposition désormais codifiée à l'article 199 terdecies-0 AB du Code général des impôts (« CGI »). Cinq textes d'applications sont venus préciser cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le décret n° 2020-1186 du 29 septembre 2020 (ECOT2015707D) pris pour l'application de l'article 199 terdecies-0 AB du code général des impôts relatif aux investissements effectués par des contribuables au capital de certaines entreprises agréées "entreprise solidaire d'utilité sociale" ; - trois arrêtés du 29 septembre 2020 (ECOT2015762A ; ECOT2015763A ; ECOT2015766A) fixant la fraction minimale de personnes en situation de fragilité économique au sein des bénéficiaires des foncières solidaires bénéficiant du dispositif ; - l'arrêté du 29 septembre 2020 (ECOT2015765A) fixant le plafond du taux de rendement annuel du prix de cession des titres ou parts acquis lors des souscriptions réalisées » dans le cadre du présent dispositif. <p>Ce dispositif de soutien organise la possibilité, pour des contribuables personnes physiques qui investissent en fonds propres dans les entreprises foncières respectant une série d'exigences</p>

formulée en termes d'impact social et de lucrativité limitée, de réduire leur impôt sur le revenu de 18 % (25 % exceptionnellement entre 2020, première année du SIEG, et 2022) du montant de leur investissement.

Pour prétendre au bénéfice du Soutien fiscal - SIEG Foncières solidaires, les entreprises bénéficiaires (désignées ici sous les termes « Foncières solidaires ») doivent notamment bénéficier de l'agrément « ESUS » (« entreprise solidaire d'utilité sociale ») prévu par l'article L. 3332-17-1 du code du travail. L'obtention de cet agrément est conditionnée notamment, au fait qu'une part significative (66 % du compte de résultat d'exploitation) de l'activité de l'entreprise est orientée sur la recherche d'un impact social, en faveur de personnes économiquement vulnérables. Cet agrément est délivré par les services déconcentrés de l'État (Dreets - Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités), après examen d'un dossier complet transmis par l'entreprise. Cet agrément doit être renouvelé au moins tous les cinq ans.

L'un des secteurs dans lesquels interviennent les entreprises bénéficiaires du SIEG « foncières solidaires » est celui du **logement social**. Dans ce secteur, ces entreprises acquièrent, rénovent et gèrent (directement, ou via des associations du même groupe ou mouvement associatif) des immeubles ou des logements, afin de fournir à des personnes en situation de fragilité économique (selon leur condition de revenus) :

- une offre immobilière (logements), à des tarifs (loyers) concessionnels par rapport aux tarifs de marché ;
- un accompagnement spécifique, destiné à aider ces publics de locataires immobilier à surmonter les difficultés propres à leur situation de fragilité économique.

Ces foncières solidaires doivent ainsi mettre en œuvre un accompagnement substantiel en vue de favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de leurs bénéficiaires.

De plus, parmi l'ensemble des bénéficiaires de ces foncières, les publics en situation de fragilité économique doivent représenter une part importante.

Ainsi, la fraction minimale du nombre de personnes en situation de fragilité économique qu'une foncière doit compter, parmi l'ensemble de ses bénéficiaires, doit être de 70 % pour le présent secteur d'activité. Ces taux ont été déterminés à des niveaux qui cristallisent le degré, reconnu comme très élevé, d'exigence sociale pratiqué par les foncières intervenant sur ce secteur avant l'existence du présent SIEG. Le caractère de fragilité économique de ces publics est vérifié par rapport au plafond de revenu annuel tel que calculé pour l'accès à la catégorie la plus sociale des logements HLM, dite PLAI (« prêt locatif aidé d'intégration »).

Le montant maximal d'aide (indirecte) accordée chaque année à une entreprise bénéficiant du dispositif est de 7,2 M€ (ou exceptionnellement 10 M€ entre 2020 et 2022).

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

- La forme du mandat du SIEG « foncières solidaires » est une convention signée par l'entreprise bénéficiaire et par le ministère compétent sur sa problématique (i.e. ministère du logement, s'agissant du présent secteur). Un modèle de la convention - et de la fiche récapitulative (« Fiche de référence ») qui y est systématiquement jointe - sont présentées en annexe au présent rapport (cf. *Annexe_01* et *Annexe_02*).

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

- La durée habituelle - et, en tous les cas, maximale - d'un mandat dans le cadre du SIEG « foncières solidaires » est de 10 ans.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
- Non applicable au SIEG « foncières solidaires ».
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
- L'instrument d'aide utilisé dans le cadre du SIEG « foncières solidaires » est celui d'une <u>aide indirecte</u> , via <u>une réduction d'impôts en faveur des particuliers contribuables</u> investissant dans les entreprises bénéficiaires.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>- Le mécanisme de compensation utilisé dans le cadre du SIEG « foncières solidaires » repose sur le calcul, au début de chaque année fiscale, d'un plafond annuel maximal de compensation auquel peut prétendre la foncière. Le calcul de ce plafond est basé sur un double mécanisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'une part, sont comparés les tarifs de location des logements pratiqués par la foncière sur chaque logement et les tarifs moyens pratiqués constatés sur un marché de référence (loyers des logements). Ces tarifs du marché de référence sont extraits de bases de données publiques. Ainsi, les tarifs pratiqués par les foncières agissant dans le champ du logement social sont comparés aux tarifs pratiqués dans l'ensemble de l'univers HLM (regardés au niveau de la commune, soit le niveau de granularité le plus fin possible, tout en restant représentatif). La différence totale obtenue permet d'estimer l'effort financier consenti par la foncière en faveur des publics vulnérables. • D'autre part, sont ajoutés au plafond les frais réels consentis par la foncière (ou par un tiers faisant partie du même paramètre de consolidation, i.e. du même groupe ou mouvement associatif) pour accompagner les bénéficiaires. • Sont retirées de ce plafond les éventuelles autres aides publiques reçues par la foncière spécifiquement destinées à compenser les coûts liés à l'exécution du SIEG. • Ce calcul permet de calculer chaque année un plafond maximal de souscriptions que la foncière peut collecter auprès des particuliers. Enfin, ce plafond, divisé par le taux de réduction d'impôt accordé aux particuliers, donne le montant annuel du plafond de compensation auquel peut prétendre l'entreprise foncière. <p>Le détail fin du calcul est présenté dans l'Annexe 2 (<i>Annexe_02_Fiche-de-Référence_PJ-mandat_SIEG_Foncières_Solidaires.docx</i> ; voir les points 1 à 4).</p>
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
<p>- Dans le cadre du SIEG « foncières solidaires » : en cas de surcompensation constatée, le montant à restituer est calculé (calcul précisément décrit dans la convention de mandat signé par la foncière) et l'entreprise doit le reverser à l'administration signataire de la convention.</p> <p>Le calcul <i>a priori</i> du plafond annuel maximal de compensation doit permettre d'éviter autant que possible les cas de surcompensation.</p> <p>D'autre part, la surcompensation est lissée d'une année sur l'autre afin de ne pas réclamer chaque année la différence à l'entreprise : ainsi, en cas de survenance d'une surcompensation</p>

une année (i.e. si la foncière a collecté, une année donnée, auprès des particuliers plus de souscriptions que ce à quoi son plafond calculé *a priori* lui donnait droit) ce montant est déduit du plafond de l'année suivante. Ce mécanisme permet à une entreprise d'ajuster au mieux chaque année son objectif de collecte de souscriptions.

Une éventuelle surcompensation n'apparaît donc qu'à la fin de la durée du mandat, et seulement à ce moment-là, si une telle surcompensation est effectivement constatée, l'entreprise devra rembourser la puissance publique.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

- Non applicable au SIEG « foncières solidaires ».

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2020	2021
3,48 M€	5,36 M€ (NB : valeur approximée ; la valeur définitive sera sans doute légèrement inférieure et ne sera pas connue avant août 2022 à peu près)
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales	
2020	2021
3,48 M€	5,36 M€
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales	
2020	2021
0	0
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales	
2020	2021
0	0
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021

- Aide indirecte (= réductions d'impôts en faveur de particuliers) : 3,48 M€	- Aide indirecte (= réductions d'impôts en faveur de particuliers) : 5,36 M€
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2020	2021
Dans le cadre du SIEG « foncières solidaires », <u>deux entreprises</u> ont bénéficié du SIEG « foncières solidaires » pour le secteur du logement social cette année.	Dans le cadre du SIEG « foncières solidaires », <u>trois entreprises</u> ont bénéficié du SIEG « foncières solidaires » pour le secteur du logement social cette année.

d) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables

Section 2 les services sociaux [article 2, paragraphe 1, point c)]
Catégorie 2 e) les soins et l'inclusion sociale des groupes vulnérables
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
<p>Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG.</p> <p>Un autre des secteurs au sein desquels interviennent les entreprises bénéficiaires du soutien fiscal - SIEG Foncières solidaires est celui des soins et de l'inclusion sociale des groupes vulnérables. Dans ce secteur, deux sous-secteurs sont distingués :</p> <p>i) des entreprises intervenant dans le domaine de l'hébergement de personnes âgées, dépendantes ou en perte d'autonomie : ces entreprises acquièrent, rénovent et gèrent (directement, ou via des associations du même groupe ou mouvement associatif) des immeubles, afin de fournir à des personnes en situation de dépendance, de perte d'autonomie et de fragilité économique (selon leur condition de revenus) une offre immobilière (logements ou résidences), à des tarifs (loyers) concessionnels par rapport aux tarifs de marché.</p> <p>ii) des entreprises intervenant dans le domaine de l'insertion professionnelle d'agriculteurs vulnérables économiquement, respectant de plus les exigences des systèmes de production agroécologiques : ces entreprises acquièrent, rénovent et gèrent (directement, ou via des associations du même groupe ou mouvement associatif) des terrains agricoles (parfois, mais pas obligatoirement, aussi des logements), afin de fournir à des agriculteurs en situation de fragilité économique (selon leur condition de revenus et de patrimoine) une offre foncière (terrains agricoles, voire logements), à des tarifs (loyers) concessionnels par rapport aux tarifs de marché.</p> <p>Dans tous les cas, ces entreprises doivent également mettre en œuvre un accompagnement substantiel en vue de favoriser la réinsertion sociale et professionnelle de leurs bénéficiaires.</p> <p>De plus, parmi l'ensemble des bénéficiaires de ces foncières, les publics en situation de fragilité économique doivent représenter une part importante.</p>

La fraction minimale du nombre de personnes en situation de fragilité économique qu'une foncière doit compter, parmi l'ensemble de ses bénéficiaires est de 50 % pour le secteur i) décrit ci-dessus, et de 70 % pour le secteur ii). Ces taux ont été déterminés à des niveaux qui cristallisent le degré, reconnu comme très élevé, d'exigence sociale pratiqué par les foncières intervenant sur ce secteur avant l'existence du présent SIEG. Le caractère de fragilité économique de ces publics est vérifié par rapport au plafond de revenu annuel tel que calculé pour l'accès à la catégorie la plus sociale des logements HLM, dite PLAI (« prêt locatif aidé d'intégration »). De plus :

- un degré faible d'autonomie, déterminé selon une grille du ministère de la santé, doit être respecté par ces publics, dans le cas des foncières intervenant dans le sous-secteur i) décrit ci-dessus ;
- un plafond maximal de patrimoine doit être également vérifié par les personnes dites « en situation de fragilité économique », dans le cas des foncières dites « agricoles » (intervenant dans le sous-secteur ii) décrit ci-dessus).

Le montant maximal d'aide (indirecte) accordée chaque année à une entreprise bénéficiant du dispositif est de :

- 7,2 M€ (ou exceptionnellement 10 M€ entre 2020 et 2022), dans le cas des foncières intervenant dans le sous-secteur i) décrit ci-dessus.
- 2,7 M€ (ou exceptionnellement 3,75 M€ entre 2020 et 2022), dans le cas des foncières agricoles, intervenant dans le sous-secteur ii) décrit ci-dessus.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

- La forme du mandat du SIEG « foncières solidaires » est une convention signée par l'entreprise bénéficiaire et par le ministère compétent sur sa problématique (i.e. le ministère chargé de la santé pour le sous-secteur i) ; et le ministère de l'agriculture pour le sous-secteur ii)). Un modèle de la convention - et de la fiche récapitulative (« Fiche de référence ») qui y est systématiquement jointe - sont présentées en annexe au présent rapport (cf. *Annexe_01* et *Annexe_02*).

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

- La durée habituelle - et, en tous les cas, maximale - d'un mandat dans le cadre du SIEG « foncières solidaires » est de 10 ans.

Expliquer si des **droits** (habituellement) **exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

- Non applicable au SIEG « foncières solidaires ».

Quels **instruments d'aide** ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

- L'instrument d'aide utilisé dans le cadre du SIEG « foncières solidaires » est celui d'une aide indirecte, via une réduction d'impôts en faveur des particuliers contribuables investissant dans les entreprises bénéficiaires.

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

- Le mécanisme de compensation utilisé dans le cadre du SIEG « foncières solidaires » repose sur le calcul, au début de chaque année fiscale, d'un plafond annuel maximal de compensation auquel peut prétendre la foncière. Le calcul de ce plafond est basé sur un double mécanisme :

- D'une part, sont comparés les tarifs de location des logements et/ou des terrains (selon le sous-secteur considéré) pratiqués par la foncière sur chaque logement/terrain, et les tarifs moyens pratiqués constatés sur le marché de référence correspondant (loyers des logements et/ou des terrains). Ces tarifs du marché de référence sont extraits de bases de données publiques. Ainsi :
 - les tarifs pratiqués par les foncières agissant dans le sous-secteur i) sont comparés aux tarifs pratiqués par l'ensemble des établissements de santé (privés et à but lucratif) accueillant des personnes âgées et/ou dépendantes, regardés au niveau du département (soit le niveau de granularité le plus fin disponible, tout en restant représentatif) ;
 - les tarifs pratiqués par les foncières agricoles, agissant dans le sous-secteur ii), sont comparés aux prix de location estimé pour l'ensemble des terres libres, regardés au niveau de la région agricole (pour la partie « terrain »), et aux tarifs pratiqués dans l'ensemble de l'univers HLM, regardés au niveau de la commune (pour la partie « logement »).

La différence totale obtenue permet d'estimer l'effort financier consenti par la foncière en faveur des publics vulnérables qu'elle accompagne.

- D'autre part, sont ajoutés au plafond les frais réels consentis par la foncière (ou par un tiers faisant partie du même paramètre de consolidation, i.e. du même groupe ou mouvement associatif) pour accompagner les bénéficiaires.
- Sont retirées de ce plafond les éventuelles autres aides publiques reçues par la foncière spécifiquement destinées à compenser les coûts liés à l'exécution du SIEG.
- Ce calcul permet de calculer chaque année un plafond maximal de souscriptions que la foncière peut collecter auprès des particuliers. Enfin, ce plafond, divisé par le taux de réduction d'impôt accordé aux particuliers, donne le montant annuel du plafond de compensation auquel peut prétendre l'entreprise foncière.

Le détail fin du calcul est présenté dans l'Annexe 2 (*Annexe_02_Fiche-de-Référence_PJ-mandat_SIEG_Foncières_Solidaires.docx* ; voir les points 1 à 4).

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

- Dans le cadre du SIEG « foncières solidaires » : en cas de surcompensation constatée, le montant à restituer est calculé (calcul précisément décrit dans la convention de mandat signé par la foncière) et l'entreprise doit le reverser à l'administration signataire de la convention.

Le calcul *a priori* du plafond annuel maximal de compensation doit permettre d'éviter autant que possible les cas de surcompensation.

D'autre part, la surcompensation est lissée d'une année sur l'autre afin de ne pas réclamer chaque année la différence à l'entreprise : ainsi, en cas de survenance d'une surcompensation une année (i.e. si la foncière a collecté, une année donnée, auprès des particuliers plus de souscriptions que ce à quoi son plafond calculé *a priori* lui donnait droit) ce montant est déduit du plafond de l'année suivante. Ce mécanisme permet à une entreprise d'ajuster au mieux chaque année son objectif de collecte de souscriptions.

Une éventuelle surcompensation n'apparaît donc qu'à la fin de la durée du mandat, et seulement à ce moment-là, si une telle surcompensation est effectivement constatée, l'entreprise devra rembourser la puissance publique.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

- Non applicable au SIEG « foncières solidaires ».

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2020	2021
4,55 M€	8,99 M€ (NB : valeur approximée ; la valeur définitive sera sans doute légèrement inférieure et ne sera pas connue avant août 2022 à peu près)

A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales

2020	2021
4,55 M€	8,99 M€

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales

2020	2021
0	0

C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales

2020	2021
0	0

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)

2020	2021
- Aide indirecte (= réductions d'impôts en faveur de particuliers) : 4,55 M€	- Aide indirecte (= réductions d'impôts en faveur de particuliers) : 8,99 M€

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2020	2021
Dans le cadre du SIEG « foncières solidaires », <u>trois entreprises</u> ont bénéficié cette année du SIEG « foncières solidaires » s'agissant du secteur des soins et de l'inclusion sociale des groupes vulnérables.	Dans le cadre du SIEG « foncières solidaires », <u>trois entreprises</u> ont bénéficié cette année du SIEG « foncières solidaires » s'agissant du secteur des soins et de l'inclusion sociale des groupes vulnérables.

Annexes



Annexe_01_Convention-de-mandat-typ



Annexe_02_Fiche-de-Référence_PJ-man



Annexe_03_Rapport_SIEG_Foncières_Sol

2.3. les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]:

a) la jeunesse et la vie associative

- Éducation populaire, loisirs éducatifs et information des jeunes

Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
En matière de jeunesse et vie associative, les aides octroyées dans le cadre de la décision d'exemption 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative aux compensations accordées à

certaines entreprises chargées de la gestion de SIEG, le sont à des associations régies par la loi du 1er juillet 1901.

Ces aides visent trois champs distincts.

Elles visent, d'une part, le champ de l'éducation populaire qui est à la fois un courant de pensée et une démarche éducative. Elle repose sur un objectif général visant à éduquer les citoyens dans le but d'engendrer des transformations sociales et sociétales positives, que cela soit au travers de l'accès à la culture, la participation à l'espace public, l'apprentissage de la citoyenneté. Considérant que l'éducation populaire porte un projet visant un intérêt collectif et favorisant le « vivre-ensemble » dans la cité et qu'elle vise à produire de l'innovation sociale et sociétale et demeure le lieu propice à l'expérimentation sociale et éducative, l'Etat mandate ces associations par voie de convention pour 1 an ou 3 ans pour réaliser un SIEG que ces associations ont initié. Par ailleurs, l'Etat mandate des associations qui ont une vocation plus large de développement des réseaux associatifs et de la vie bénévole de ces structures d'intérêt général.

Elles visent, d'autre part, l'information des jeunes. L'article L.6111-3 du code du travail français prévoit que toute personne dispose du droit à être informée, conseillée et accompagnée en matière d'orientation professionnelle, au titre du droit à l'éducation garanti à chacun par l'article L. 111-1 du code de l'éducation. Dans ce cadre, l'Etat et les régions assurent le service public de l'orientation tout au long de la vie. La région coordonne également, de manière complémentaire avec le service public régional de l'orientation des structures d'information des jeunes labellisées (label de qualité de l'information) par l'Etat. Ces structures visent à garantir à tous les jeunes l'accès à une information généraliste, objective, fiable et de qualité touchant tous les domaines de leur vie quotidienne. Pour la réalisation de ce SIEG, ces structures qui sont constituées sous forme associative bénéficient d'aides.

Enfin, l'Etat français mène une politique de développement des loisirs éducatifs des jeunes. Fréquentés par des millions d'enfants et de jeunes en France, les accueils de loisirs représentent la principale forme d'accueil collectif en dehors du temps scolaire. Ces centres proposent un cadre, des fonctionnements et des activités qui contribuent à l'éducation en favorisant la mobilisation et l'acquisition de compétences et de connaissances. De ce fait, le centre de loisirs constitue la deuxième structure d'accueil éducatif pour l'enfance après l'école. En égard aux effets des périodes de confinement qu'a connu la France, l'Etat français a mené une action particulière appelée "Colos apprenantes" qui s'inscrit dans l'opération plus vaste de "Vacances apprenantes" qui a pour objectif de répondre au besoin d'expériences collectives et de remobilisation des savoirs post confinement en vue de la rentrée scolaire. Les "Colos apprenantes" sont proposées par les organisateurs de colonies de vacances qui proposent des formules associant renforcement des apprentissages et activités de loisirs autour de la culture, du sport et du développement durable.

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

L'Etat mandate ces associations par voie de convention pour 1 an ou 3 ans pour réaliser ce SIEG que ces associations ont initié et qui a été reconnu, le cas échéant, par le label ou l'agrément précités. Lorsque l'aide est octroyée, le mandat prend la forme d'un engagement juridique : la signature d'une convention annuelle ou pluriannuelle. Le mandat est explicitement défini dans l'article 1 puis précisé en annexe 1 de cette convention. Cf. convention pluriannuelle type prévue par l'annexe 3 de la circulaire n°5811-SG du 29 septembre 2015 (http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2015/09/cir_40062.pdf)

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Les mandats sont pour la plupart de 3 ans voire sont annuels. Il n'y a pas de mandat de plus de 10 ans.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Aucun droit exclusif ou spécial n'est accordé.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Tous ces mandats se placent sous le régime de la subvention prévu en droit français par les articles 9-1 et 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000.
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>Les coûts annuels éligibles du projet sont fixés en annexe de la convention ; ils prennent en compte tous les produits et recettes affectés au projet :</p> <p>Il s'agit de tous les coûts directement liés à la mise en œuvre du projet, qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sont liés à l'objet du projet et sont évalués en annexe II ; - sont nécessaires à la réalisation du projet ; - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ; - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du projet ; - sont dépensés par « l'association » ; - sont identifiables et contrôlables ; <p>Il s'agit aussi, le cas échéant, des coûts indirects (ou « frais de structure ») éligibles sur la base d'un forfait du montant total des coûts directs éligibles.</p> <p>Lors de la mise en œuvre du projet, l'association peut procéder à une adaptation à la hausse ou à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du projet et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé par la convention. L'association notifie ces modifications à l'administration par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 1er juillet de l'année en cours. Le financement public prend en compte, le cas échéant, un excédent raisonnable, constaté. Cet excédent ne peut être supérieur au montant total des coûts éligibles du projet effectivement supportés. L'Etat se réserve le droit de réajuster le montant versé en fonction des résultats des contrôles réalisés et le cas échéant, de l'acceptation des modifications prévues.</p>
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
En cas de manquement de l'association, l'Etat peut ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants. En cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans l'exécution de la convention par l'association, sans accord préalable écrit de l'Etat, celui-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées conformément à l'article 43-IV de la loi

n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir entendu ses représentants. Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (art. 7 décision)

Toutes les informations sur les subventions de l'Etat figurent sur <https://www.data.gouv.fr/> et <https://www.budget.gouv.fr/documentation/documents-budgetaires>

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2020	2021
10,22	13,08

A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales

2020	2021
10,23	13,08

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales

2020	2021
0	0

C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales

2020	2021
NC	NC

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)

2020	2021
100% subventions directes	100% subventions directes

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)

2020	2021
46 bénéficiaires au niveau national	48 bénéficiaires au niveau national
Moyenne de 217 665 euros/ an	Moyenne de 267 119 euros/ an

- PIA « Projets innovants en faveur de la Jeunesse »

Section 5 les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]
Catégorie 5) g) autres secteurs
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>Les projets du PIA Jeunesse peuvent comporter les missions de service public suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -développement d'une offre éducative, culturelle, sportive et d'engagements (renforcement de la culture de l'initiative et de la responsabilité chez les jeunes) ; -information, orientation et accompagnement des jeunes, pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle ; -accompagnement et structuration de parcours éducatifs pour prévenir le décrochage scolaire ou universitaire ; -employabilité des jeunes et développement de partenariat avec les entreprises (culture de l'entreprenariat à renforcer) -développement d'initiative en matière d'engagement, c'est-à-dire d'actions socialement innovantes portées bénévolement par des individus, des associations ou des fondations, au service de défis nouveaux de notre société auxquels les modes d'intervention classiques de la puissance publique ne suffisent pas à répondre. <p>A travers le programme « Boussole des jeunes », ayant intégré le PIA « Projets innovants en faveur de la jeunesse » le 9 septembre 2021, les projets de Boussole peuvent comporter les missions de service public suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - informer les jeunes par le biais du service numérique « Boussole des jeunes » sur les droits et services auxquels ils peuvent prétendre - accompagner les jeunes dans leurs démarches par le biais de professionnels de proximité
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Lorsque l'aide est octroyée, le mandat prend la forme d'un engagement juridique : la signature d'une convention pluriannuelle entre le porteur de projet et l'ANRU. Le mandat est explicitement défini dans l'article 1 de cette convention. Cf. convention pluriannuelle type en PJ
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
5 ans (en moyenne)
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Aucun droit exclusif ou spécial n'est accordé.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subventions directes
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Les coûts imputables au projet doivent être strictement rattachés à sa réalisation au titre du projet conventionné dans le cadre de l'action « Projets innovants en faveur de la jeunesse », cf. règlement général et financier en annexe (détail des dépenses éligibles, « Article VI.2. Dépenses éligibles : assiette de la subvention » p.21 et suivantes).
Le taux de la subvention est limité à 50% de l'assiette de subvention.
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.
Le montant total versé au titre de la subvention n'excède pas le montant maximum inscrit dans la convention. Dans le cas du non-respect des engagements prévus dans la convention, l'assiette et les taux qui interviennent dans le calcul de la subvention peuvent également être revus à la baisse, cf. règlement général et financier en annexe (détail p.26 et suivantes)
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).
Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2020	2021
9,152	8,472
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales	
2020	2021
9,152	8,472
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales	
2020	2021
0	0
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales	
2020	2021
0	0
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
100% Subventions directes	100% Subventions directes
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2020	2021
Montant moyen de l'aide par projet versée en 2020 : 572 k€	Montant moyen de l'aide par projet versée en 2021 : 529 k€

Annexes



AAP_PIA Jeunesse.pdf



RGF_PIA Jeunesse.pdf



Convention type_PIA
Jeunesse.pdf

b) la normalisation (association française de normalisation (AFNOR))

Section 5 les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]
Catégorie 5) g) autres secteurs
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>Association française de normalisation (AFNOR), association loi 1901, assure une mission d'intérêt général en matière de normalisation qui consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • orienter et à coordonner l'élaboration des normes françaises ainsi que la participation des parties prenantes françaises à l'élaboration des normes européennes et internationales ; • être l'organisme national de normalisation membre, pour la France, des organisations non gouvernementales de normalisation européennes (CEN et CENELEC) et internationales (ISO et IEC).
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Le décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 organise le système français de normalisation et confie à AFNOR une mission d'intérêt général.</p> <p>Une convention annuelle fixe les activités d'orientation et coordination ainsi que des actions relevant de la mission d'intérêt général, à mener durant l'année.</p>
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
Un an fixé par la convention annuelle.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Non
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subvention directe
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

En 2021, la subvention représente 57 % du montant des charges de service public assumées par AFNOR.	
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	
<p>Il n'y a aucune surcompensation dans la mesure où la subvention est limitée à 57% du montant des charges de service public assumées par AFNOR.</p> <p>De plus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'article 1^{er} de la convention annuelle indique explicitement que seules les activités d'orientation et de coordination relevant de la mission d'intérêt général sont éligibles à subvention. Ces activités sont listées dans l'annexe I à la convention. • l'article 8 de la convention annuelle stipule que dans le cas où le titulaire refuserait de communiquer les documents ou n'utiliserait pas la dotation aux fins prévues par la présente convention, l'Etat exigera le reversement de tout ou partie des sommes versées. Dans ce cas, le reversement sera de droit, sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires. 	
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>	
Le montant de la subvention est inférieur à 15 M€.	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2020	2021
6,587	6,065
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales	
2020	2021
6,587	6,065
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales	

2020	2021
0	0
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales	
2020	2021
0	0
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
100 %	100 %
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2020	2021
Un bénéficiaire, AFNOR ASSOCIATION – Grande entreprise	Un bénéficiaire, AFNOR ASSOCIATION – Grande entreprise

c) les collectivités territoriales : autres SIEG

Le tableau Excel des informations relatives aux collectivités territoriales est annexé au présent rapport.

d) d'autres secteurs (L'insémination animale)

Section 5 les compensations de SIEG ne dépassant pas un montant annuel de 15 millions d'EUR [article 2, paragraphe 1, point a)]
Catégorie 5) g) autres secteurs
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre³
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .

³ Si, pour un secteur donné, il n'existe qu'un faible nombre de SIEG dans votre État membre, nous souhaiterions obtenir une description détaillée de ces services. **Si un grand nombre de services font l'objet de mandats dans un secteur donné dans votre État membre (par exemple, parce que la compétence est**

<p>Le service universel d'insémination artificielle (SUIA) est un SIEG qui prévoit la fourniture des services de distribution (acheminement) et de mise en place par insémination artificielle de la semence de reproducteurs de race pure des espèces bovine, ovine et caprine à tout éleveur qui en fait la demande et quel que soit son lieu d'exploitation.</p>
<p>Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.</p>
<p>Les structures agréées pour délivrer les services de distribution et de mise en place de la semence des ruminants, et donc les bénéficiaires de la compensation, sont des entreprises de mise en place de la semence des ruminants, enregistrées auprès de l'institut de l'élevage et des services vétérinaires. Les entreprises de mise en place ont été sélectionnées à l'issue d'une procédure d'agrément publique conduite au niveau national.</p> <p>Le mandat prend la forme de deux arrêtés signés par le Ministre chargé de l'agriculture, ou son représentant. L'un liste les entreprises de mise en place agréées ainsi que leurs arrondissements administratifs et précise la durée du mandat. L'autre explicite notamment les obligations résultant de l'agrément en tant qu'opérateur chargé de la fourniture du service universel et les modalités de calcul des compensations financières liées à la prise en charge de ce service</p>
<p>Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.</p>
<p>La durée du mandat est fixée à 1 an, renouvelable par tacite reconduction pour une durée n'excédant pas cinq années, soit jusqu'au 31 décembre 2024.</p>
<p>Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.</p>
<p>Aucun droit exclusif ou spécial n'est accordé aux entreprises de mise en place agréées.</p>
<p>Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?</p>
<p>Le soutien apporté est une subvention directe qui vise à couvrir partiellement les coûts nets supportés par les entreprises de mise en place agréées pour la délivrance des services de distribution et de mise en place de la semence dans des territoires à contraintes (kilomètres parcourus en zone de faible densité d'élevage ou de handicap naturel) ou pour les races locales ou menacées.</p>
<p>Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.</p>
<p>Les entreprises de mise en place déclarent chaque année les coûts nets pour la délivrance des services, le nombre de kilomètres parcourus, le nombre de doses distribuées et le nombre d'actes de mise en place réalisés par arrondissement.</p>

partagée entre les autorités régionales et locales), il serait disproportionné de fournir des détails spécifiques sur ces mandats. Toutefois, une description générale à la fois claire et concise du mode d'organisation du secteur englobant les caractéristiques communes à tous les mandats demeure essentielle.

La compensation financière est calculée sur la base de montants forfaitaires d'indemnisation de l'acte d'insémination artificielle et d'une indemnité kilométrique en fonction du handicap naturel fixés chaque année par arrêté.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Plusieurs modalités permettent de prévenir les risques de surcompensation :

- les seuils de compensation sont fixés annuellement par arrêté du ministre ;
- la compensation financière est calculée sur la base de l'activité effectivement réalisée l'année précédente et donc payée *a posteriori* ;
- un plafond de subventions maximum est fixé annuellement en pourcentage du chiffre d'affaires des entreprises de mise en place (15 % de manière générale et de 35 % pour les espèces caprine et ovine si le chiffre d'affaires est inférieur, respectivement à 100 000 euros et 200 000 euros).

Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

Cette rubrique est sans objet.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR)⁴. Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2020	2021
1,931	1,931
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales⁵	
2020	2021
1,931	1,931
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales⁶	
2020	2021

⁴Comme indiqué à l'article 9, point b), de la décision SIEG de 2012.

⁵ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

⁶ Voir la note de bas de page 5.

0	0
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales⁷	
2020	2021
0	0
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
100 % de subvention directe	100 % de subvention directe
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)⁸	
2020	2021

3. Description de l'application de l'encadrement SIEG de 2012

3.1. **Compensations de SIEG supérieures à 15 millions d'EUR qui ne relèvent pas de la décision SIEG**

a) Les services postaux

- Mission d'aménagement du territoire

Section i. les services postaux
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
La mission de contribution à l'aménagement du territoire confiée à La Poste, également appelée mission « de présence postale » consiste pour La Poste à « <i>contribuer, par son réseau de points</i>

⁷ Voir la note de bas de page 5.

⁸ La Commission apprécierait de recevoir toute information dont vous pourriez disposer au sujet des aides octroyées au titre de la décision SIEG de 2012, par exemple le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, le montant par instrument d'aide, la taille des entreprises, etc. S'il n'est pas facile de se procurer ce type de données quantitatives supplémentaires dans votre État membre, celles-ci peuvent bien entendu être présentées sous une forme plus agrégée et/ou prévisionnelle. Le cas échéant, veuillez indiquer qu'il s'agit d'estimations et préciser le type d'agrégation réalisé.

*de contact, à l'aménagement et au développement du territoire, en complément de ses obligations de service universel postal ».*⁹

Cette mission vise à offrir à tous les utilisateurs du service postal, quelle que soit leur localisation géographique, des services à la fois accessibles, abordables et de qualité, dans un objectif de cohésion sociale et territoriale.

Cette mission s'ajoute aux obligations de service universel postal, dont La Poste est l'opérateur désigné, et répond à une ambition élevée de présence postale sur le territoire, en assurant, dans des conditions d'accessibilité fixées par la loi, la fourniture de services postaux de proximité sur l'ensemble du territoire, y compris dans les zones où les points de contact ne pourraient rester ouverts au regard de seuls critères économiques (zones rurales ou de montagne, départements d'outre-mer, quartiers prioritaires de la politique de la ville).

La règle d'accessibilité fixée par la loi prévoit que "sauf circonstances exceptionnelles, pas plus de 10 % de la population de chaque département ne doit se trouver éloignée de plus de cinq kilomètres et de plus de vingt minutes de trajet automobile, dans les conditions de circulation du territoire concerné, des plus proches points de contact de La Poste". Par ailleurs, la loi impose en outre un maillage dense du territoire en fixant que le réseau de La Poste « compte au moins 17 000 points de contact répartis sur le territoire français en tenant compte des spécificités de celui-ci, notamment dans les départements et collectivités d'outre-mer ».

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

Les éléments du mandat sont de nature législative et contractuelle.

1) La désignation de La Poste comme titulaire de la mission et le contenu de la mission sont prévus dans la loi du 2 juillet 1990. L'article 2 prévoit que « La Poste et ses filiales constituent un groupe public qui remplit [...] des missions de service public et d'intérêt général [...] ». Parmi ces missions de service public et d'intérêt général, figure « 2° La contribution, par son réseau de points de contact, à l'aménagement et au développement du territoire ». L'article 6 précise que « dans l'exercice de ses activités visées à l'article 2 [...], La Poste contribue, au moyen de son réseau de points de contact, à l'aménagement et au développement du territoire national, en complément de ses obligations de service universel [...] et dans le respect des principes fixés à l'article 1er de la loi n° 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire ». Par ailleurs, ce dernier article prévoit très précisément les conditions d'exercice de cette mission et les obligations qui incombent à l'entreprise.

2) La loi du 20 mai 2005¹⁰ précise la règle de l'accessibilité au titre de la mission d'aménagement du territoire, en complément de celle prévue au titre du service universel. Le périmètre de cette contrainte territoriale a été borné à minima par la loi du 9 février 2010¹¹ avec l'obligation d'un minimum de 17 000 points de contact au niveau national.

3) Les modalités d'exercice de la mission d'aménagement du territoire sont rappelées et précisées dans un contrat d'entreprise entre l'Etat et La Poste, en application de l'article 9 de la loi du 2 juillet 1990. Ce contrat pluriannuel permet un réexamen périodique des conditions

⁹ Article 6 de la loi n°90-568 du 2 juillet 1990 modifiée relative à l'organisation du service public de La Poste et à France Télécom

¹⁰ Loi n° 2005-516 du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales

¹¹ Loi n°2010-123 du 9 février 2010 relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales

d'exercice de la mission. Les années 2020 et 2021 sont couvertes par le contrat d'entreprise 2018-2022 signé le 16 janvier 2018.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
La durée du mandat a été calée sur la durée du contrat d'entreprise Etat-La Poste 2018-2022 à savoir cinq ans.
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
La Poste est la seule entreprise chargée d'effectuer cette mission d'aménagement du territoire.
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
<p>La compensation accordée à La Poste en contrepartie de sa mission d'aménagement du territoire prend la forme : 1. d'abattements de fiscalité locale qui s'appliquent sur les bases des taxes foncières et sur les bases des contributions économiques territoriales (cotisation foncière des entreprises et cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises) dues par La Poste ; 2. D'une subvention depuis 2021.</p> <p>Le taux de ces abattements est fixé chaque année par décret, dans la limite de 95 % du montant normalement acquitté par La Poste. Du fait de l'érosion continue des bases fiscales concernées de La Poste SA et plus particulièrement de la valeur ajoutée retenue pour le calcul de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (qui représente 80 % du produit de ces abattements), l'application d'un taux d'abattement de 95 % maximum tel que prévu à l'article 1635 <i>sexies</i> du code général des impôts, ne permet plus d'assurer le niveau de compensation de la mission attribuée à La Poste SA dans le contrat de présence postale territoriale (budget de 174 M€). Aussi, pour pallier cette baisse inéluctable du rendement de ces allègements fiscaux et garantir le niveau de compensation de la mission d'aménagement du territoire, le plafond des taux d'abattements sur les trois impôts visés par l'article 1635 <i>sexies</i> a été relevé de 95 % à 99 %. Cette mesure a été inscrite dans la loi de finances pour 2020¹² et est entrée en vigueur en 2020¹³.</p> <p>Dans le cadre du plan de relance décidé par le Gouvernement français à la suite de la crise sanitaire, la loi de finances pour 2021 a prévu une réduction de moitié de la CVAE payée par les entreprises¹⁴, y compris par La Poste SA. Cette mesure réduit donc mécaniquement le rendement de l'abattement sur la CVAE qui abonde le fonds postal national de péréquation territoriale. Depuis 2021, cette ressource fiscale du fonds postal national de péréquation territoriale est devenue insuffisante pour atteindre les 174 M€ prévus dans le contrat. Aussi, afin de maintenir le niveau de ce fonds, l'Etat a décidé de verser à La Poste, à partir de 2021, une subvention visant à maintenir la contribution de l'Etat au fonds postal national de péréquation territoriale à son niveau prévisionnel de 174 M€ fixé dans le contrat de présence postale.</p>

¹² Article 47 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020

¹³ Décret n° 2020-1829 du 31 décembre 2020 portant fixation pour l'année 2020 du taux des abattements des bases d'impositions directes locales dont bénéficie La Poste au titre de sa mission d'aménagement du territoire

¹⁴ Article 8 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021

Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>Le montant de la compensation accordée à La Poste est fixé de façon prévisionnelle dans le contrat d'entreprise entre l'Etat et La Poste et dans le contrat triennal de présence postale territorial. Le taux de l'abattement sur les taxes fiscales est désormais fixé à 99% et le montant de la subvention est le résultat de la différence entre le montant de la compensation prévue et le rendement de ces abattements.</p> <p>Le calcul du coût de la mission est réalisé par l'Arcep selon la méthode du coût net évité, précisée par le décret n° 2011-849 du 18 juillet 2011¹⁵. Ainsi, le coût net de la mission est égal aux coûts évités diminués des recettes perdues en l'absence de mission d'aménagement du territoire.</p>
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations .
<p>Le mécanisme mis en place permet de garantir que La Poste ne recevra pas de surcompensation.</p> <p>En effet, chaque année, l'Arcep évalue le coût de la mission. La décision de l'Arcep sur le coût de la mission évaluée au titre de l'année précédente est rendue avant la fixation par décret du taux des abattements de fiscalité directe locale dont bénéficie La Poste pour l'année en cours, conformément à l'article 1635 sexies du Code général des impôts. Dans ces conditions, toute surcompensation constatée l'année précédente donnerait lieu à un ajustement à due proportion du taux des abattements de fiscalité locale pour l'année en cours.</p>
<p>Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).</p>
<p>La Direction Générale des Entreprises publie sur son site internet l'ensemble des informations publiques relatives aux missions de service public dévolues à la Poste, ce qui comprend notamment les informations relatives à la mission d'aménagement du territoire¹⁶.</p> <p>Par ailleurs, de nombreuses informations sur l'exercice par La Poste de sa mission d'aménagement du territoire sont disponibles sur le site internet de l'entreprise¹⁷.</p>

¹⁵ Décret n° 2011-849 du 18 juillet 2011 précisant la méthode de calcul du coût net du maillage complémentaire permettant à La Poste d'assurer sa mission d'aménagement du territoire (cf. annexe 5)

¹⁶ Voir <https://www.entreprises.gouv.fr/fr/services/activites-postales/mission-d-amenagement-du-territoire>

¹⁷ Voir <http://legroupe.laposte.fr/profil/les-missions-de-service-public/la-contribution-a-l-amenagement-du-territoire#>

Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2020	2021
160,7	174
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales	
2020	2021
160,7	174
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales	
2020	2021
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales	
2020	2021
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
Abattements fiscalité locale : 100%	Abattements fiscalité locale : 60%
Subvention :	Subvention : 40%
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2020	2021
Un seul bénéficiaire : La Poste	Un seul bénéficiaire : La Poste
Chiffre d'affaires du Groupe La Poste : 31 185 M€	Chiffre d'affaires du Groupe La Poste : 34 609 M€
Effectif moyen (en équivalent agent/année) du Groupe La Poste :	Effectif moyen (en équivalent agent/année) du Groupe La Poste :
248 906 personnes	244 980 personnes

- Mission de transport et de distribution de la presse

Section i. les services postaux
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<p>La mission de transport et de distribution de la presse confiée à La Poste répond à une exigence de libre communication des idées et des opinions. En facilitant le transport et la distribution de la presse écrite, cette mission a pour objectif de favoriser le pluralisme, notamment celui de l'information politique et générale (article L. 4 du code des postes et des communications électroniques).</p> <p>Cette mission consiste concrètement pour La Poste à distribuer les publications agréées par la Commission paritaire des publications et agences de presse (CPPAP), 6 jours sur 7, sur tout le territoire (y compris dans les zones rurales et peu denses), à des tarifs préférentiels homologués par les ministres chargés des postes et de l'économie, avec un haut niveau de qualité de service :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 97 % pour la presse quotidienne en J+1 ; - 92% pour la presse magazine en J+1 ; - 95% pour la presse en J+4 ; - 95% pour la presse en J+7. <p>Cette mission est assurée toute l'année, dans des conditions qui garantissent l'égalité de traitement des abonnés et l'égalité des citoyens devant le service public.</p>
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<p>Les éléments du mandat sont de nature législative, réglementaire et contractuelle.</p> <p>En ce qui concerne la nature de la mission et la désignation de l'entreprise chargée de la gestion du SIEG, l'article 2 de la loi n°90-568, du 2 juillet 1990, relative à l'organisation du service public de La Poste et de France Télécom telle que modifiée par la loi n° 2010-123 du 9 février 2010 relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales, prévoit que, parmi les missions de service public et d'intérêt général confiées à La Poste, figure la mission de transport et de distribution de la presse dans les conditions fixées notamment par l'article L.4 du CPCE . Cette dernière disposition précise que les ministres chargés des postes et de l'économie homologuent, après avis public de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep), les tarifs des prestations offertes à la presse au titre du service public du transport et de la distribution de la presse. Toujours selon cette disposition, la structure tarifaire de ces prestations doit favoriser le pluralisme, notamment celui de l'information politique et générale. Ainsi, l'article L.4 du CPCE précise les objectifs de la mission confiée à La Poste. Cet objectif est également rappelé à l'article R.1-1-17, premier alinéa, du CPCE. Par ailleurs, les articles D.18 et D.19 du CPCE définissent les catégories de presse qui entrent dans le champ de cette mission.</p>

En ce qui concerne les obligations de service public imposées à La Poste, l'article R.1-1-17 du CPCE prévoit que les envois de publications périodiques bénéficiant de l'agrément de la commission paritaire des publications et agences de presse sont acheminés dans les mêmes conditions que le service universel postal. Ainsi, selon cette disposition, le transport et la distribution des catégories de presse définies aux articles D.18 et D.19 du CPCE sont soumis aux mêmes obligations de service public que celles imposées à La Poste dans le cadre du service universel postal conformément aux articles R.1 à R.1-1-9 du CPCE. Elles bénéficient de la garantie d'une distribution six jours sur sept, en tout point du territoire.

S'agissant de la compensation de service public perçue par La Poste, l'article R.1-1-17, troisième alinéa, du CPCE, prévoit que les sujétions particulières supportées par La Poste en raison du régime d'acheminement et de distribution de la presse font l'objet d'une compensation financière déterminée dans les conditions prévues à l'article R.1-1-26 du CPCE. Cet article prévoit les paramètres de calcul de la compensation octroyée à La Poste pour sa mission de transport et de distribution de la presse. Cette disposition prévoit que la compensation octroyée à La Poste est déterminée dans le contrat d'entreprise (cf. infra « instruments d'aide » et « mécanisme de compensation »).

Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de **plus de 10 ans** (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.

La durée du mandat attribué à La Poste couvre la période 2018-2022, c'est-à-dire une période de 5 ans, conformément à la durée du contrat d'entreprise.

Expliquer si des **droits** (habituellement) **exclusifs ou spéciaux** sont accordés aux entreprises.

La Poste est la seule entreprise chargée d'effectuer cette mission de transport et de distribution postale de la presse.

Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

S'agissant de la compensation de service public perçue par La Poste, l'article R.1-1-17, troisième alinéa, du CPCE, prévoit que les sujétions particulières supportées par La Poste en raison du régime d'acheminement et de distribution de la presse font l'objet d'une compensation financière déterminée dans les conditions prévues à l'article R.1-1-26 du CPCE. Cet article prévoit les paramètres de calcul de la compensation octroyée à La Poste pour sa mission de transport et de distribution de la presse. Cette disposition prévoit également que le montant exact de la compensation octroyée à La Poste est déterminé dans le contrat d'entreprise compte tenu de l'évaluation prévisionnelle des volumes transportés communiquée par La Poste lors de l'élaboration de ce contrat d'entreprise, des tarifs existants, de la nature des prestations assurées et des gains de productivité prévus. A cette fin, La Poste adresse chaque année avant le 1er mai, au ministre chargé des postes et au ministre chargé du budget, une actualisation de ces informations. En vue de son inscription dans la loi de finances initiale, les ministres arrêtent, en liaison avec La Poste, le montant de la contribution de l'Etat.

Le contrat d'entreprise entre La Poste et l'Etat pour la période 2018-2022 a été signé le 16 janvier 2018. A l'instar du précédent contrat d'entreprise qui couvrait la période 2013-2017, ce contrat d'entreprise comporte le montant des compensations de service public qui sont versées par l'Etat à La Poste pour sa mission de transport et de distribution de la presse, pour les années 2018, 2019 et 2020. La clause de rendez-vous prévue dans ce contrat a permis de faire des propositions pour une réforme de la distribution postale de la presse qui devrait être mise en

œuvre fin 2022. Enfin, ce contrat prévoit également les modalités de récupération des éventuelles surcompensations. En tout état de cause, La Poste est sous-compensée pour les missions de transport et de distribution de la presse.

Décrire le **mécanisme de compensation** habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.

La mission de transport et de distribution de la presse fait l'objet d'une compensation financière annuelle figurant au budget de l'Etat, proposée par le Gouvernement et adoptée annuellement par le Parlement.

Le montant maximal de la compensation versée à La Poste en contrepartie de l'exécution de la mission presse est déterminé sur la base de la méthode du coût net évité. Le coût net de mission correspond au différentiel de profits entre ceux réalisés par La Poste et ceux qu'elle obtiendrait si elle n'était pas en charge de la mission.

Lors de la notification des compensations qu'elles souhaitaient accorder à La Poste pour la période 2018-2022 au titre de cette mission, les autorités françaises ont élaboré un scénario contrefactuel et déterminé quel serait le profit de La Poste en l'absence de ladite mission.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Les modalités de récupération des éventuelles surcompensations sont établies dans le contrat d'entreprise pour la période 2018-2022.

Comme stipulé dans celui-ci, une évaluation des coûts nets évités de la mission de presse a été effectuée en 2019 par l'Arcep. Au terme de son analyse (avis en date du 17 décembre 2019), l'Arcep a conclu avec une assurance raisonnable que La Poste n'est pas surcompensée pour la réalisation de sa mission presse. Cet exercice sera reconduit à la fin de la période notifiée.

Si ces évaluations faisaient apparaître que la compensation reçue par La Poste excédait les coûts nets générés par l'accomplissement de sa mission de service public, un mécanisme de reversement à l'Etat du montant perçu en excès serait mis en œuvre l'année suivante.

Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir l'article 7 de la décision SIEG de 2012) sont respectées pour les aides de plus de 15 millions d'EUR en faveur des entreprises qui exercent également des activités ne relevant pas des SIEG. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

La directive 97/67/CE définit le niveau des restitutions (secteurs réglementaires) que doit permettre d'obtenir la comptabilité analytique de La Poste pour satisfaire à ses obligations de transparence et de séparation des comptes. L'article R.1-1-14 du CPCE prévoit que La Poste présente une comptabilité analytique distinguant de ses autres services et activités ceux qui relèvent de l'offre de service universel ou de la mission de transport de la presse bénéficiant de l'agrément de la commission paritaire des publications et agences de presse. La Commission a déjà considéré qu'une telle comptabilité analytique séparée était conforme à la directive 2006/111/CE. Cette comptabilité analytique est prévue à l'article R.1-1-14 du CPCE.

Conformément à l'article L.5-2 du CPCE, l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep) s'assure du respect par La Poste de ses obligations en termes de comptabilité réglementaire. C'est dans ce cadre que l'Arcep a procédé en 2015, à la demande du Gouvernement, à une vérification de la comptabilité réglementaire de la mission de transport et de distribution de la presse. Pour cela, elle fait réaliser un audit par un organisme indépendant.

Les fondements de la comptabilité réglementaire de La Poste ont été décrits par l'Arcep dans un document intitulé « Description du système de comptabilité réglementaire de La Poste » publié en avril 2010 et qui explique la répartition des charges aux produits pour chacun des processus postaux. Les évolutions des règles d'allocation décidées depuis par l'Arcep sont disponibles dans les décisions n°2010-0363 en date du 8 avril 2010 concernant la mise à jour des index poids-format relatifs aux processus « tri-transit », « travaux intérieurs » et « travaux extérieurs », n°2013-0128 en date du 29 janvier 2013 concernant la modification des règles d'allocation des charges fiscales induites par l'exonération de TVA dont bénéficient certaines prestations postales et n°2014-0294 en date du 11 mars 2014 concernant la mise à jour des index du processus de collecte-concentration.

A l'occasion de l'avis qu'elle a adressé en juillet 2015 au gouvernement sur la comptabilité réglementaire appliquée au compte presse, l'Arcep a par ailleurs analysé en profondeur le dispositif d'allocation des coûts mis en œuvre par La Poste. Elle a notamment examiné le périmètre de coûts du processus de distribution (travaux intérieurs et extérieurs) et passé en revue les modalités d'allocation de ces coûts aux différentes catégories d'objets postaux utilisant ce processus. Cette analyse n'a remis en cause aucune des règles d'allocation utilisées par La Poste et a permis de confirmer le déficit du compte de la presse relevant de la mission de service public (507 M€ avant compensation en 2014). L'Arcep notait que, dans un contexte où les trafics diminuent fortement, il pourrait être utile de revoir le mode d'allocation des coûts fixes à la distribution en fonction du format des objets.

Les travaux engagés en conséquence ont abouti au début de l'été 2017 à une consultation publique qui a été mise en ligne du 26 juin 2017 au 26 juillet 2017 puis à l'adoption par l'Arcep de la décision n°2017-1100 du 19 septembre 2017 modifiant les règles d'allocation comptables des coûts fixes relatives aux travaux extérieurs de distribution.

La prise en compte de ces nouvelles règles d'allocation permet de diminuer la sensibilité de la comptabilité réglementaire aux variations de volume et de mieux tenir compte du critère du poids-format.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2020	2021
95,9	87,8
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales¹⁸	
2020	2021
95,9	87,8
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales	
2020	2021
0	0
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales	
2020	2021
0	0
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
100% compensation budgétaire par l'Etat	100% compensation budgétaire par l'Etat
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2020	2021
Un seul bénéficiaire : La Poste Chiffre d'affaires du Groupe La Poste : 31 185 M€ Effectif moyen (en équivalent agent/année) du Groupe La Poste : 248 906 personnes	Un seul bénéficiaire : La Poste Chiffre d'affaires du Groupe La Poste : 34 609 M€ Effectif moyen (en équivalent agent/année) du Groupe La Poste : 2440 personnes

¹⁸ Si le montant des aides ne peut être réparti entre les autorités centrales, régionales et locales, seul le montant total des aides octroyées pour toutes les autorités doit être communiqué.

b) la culture

- Décision C(2014) 7802 du 28 octobre 2014 – SA. 30481 (2012/E) Aide d'État en faveur de l'AFP

Section vii. la culture
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<ol style="list-style-type: none"> 1. l'indépendance de l'AFP ; 2. le maillage international du réseau d'établissements ; 3. le caractère permanent de la collecte et du traitement de l'information ; 4. la production d'une information pour les usagers français et étrangers ; 5. les exigences de qualité de l'information produite ; 6. une diffusion de l'information régulière et sans interruption.
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<ul style="list-style-type: none"> - Loi n°57-32 du 10 janvier 1957 portant statut de l'AFP - Contrat d'objectifs et de moyens (COM) de l'AFP 2019-2023
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
5 ans soit la durée du nouveau mandat (COM 2019-2023)
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Non
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Subvention directe
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
Méthode du coût net évité – séparation comptable des activités SIEG et des activités purement commerciales
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations .

Le COM 2019-2023 de l'AFP prévoit que la Commission financière (composée de membres de la Cour des comptes) s'assure que les compensations financières versées par l'Etat n'excèdent pas les coûts nets engendrés par l'accomplissement des missions d'intérêt général. A cette fin, elle procède chaque année à une comparaison entre le montant des compensations perçues par l'AFP et le coût net des MIG, une fois les comptes de l'année n clos et audités. Elle procédera au même examen de manière cumulée, en prenant en compte dans son appréciation toute la période couverte par le COM. Ainsi, en cas de surcompensation constatée par la Commission financière entre le coût net cumulé des MIG depuis le début du COM et les compensations cumulées versées par l'Etat depuis le début du COM, la Commission financière, constatera, lors des audits réalisés au cours des années suivantes du COM :

-soit que l'AFP a remboursé à l'Etat le montant de la surcompensation ;

-soit que la surcompensation constatée précédemment a été compensée par une sous-compensation au titre des années suivantes du COM.

A l'issue du dernier exercice couvert par le COM, si la Commission financière constate que les compensations cumulées versées par l'Etat depuis le début du COM excèdent le coût net cumulé des MIG depuis le début du COM, après imputation des remboursements réalisés par l'AFP le cas échéant, le montant résiduel de surcompensation sera alors remboursé par l'AFP. Ce remboursement devra intervenir dans un délai maximum d'un an après la fin du COM.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

L'encadrement précise que les principes énoncés aux points 14, 19, 20, 24 et 60 ne s'appliquent pas aux aides octroyées avant le 31 janvier 2012, ce qui est le cas pour l'AFP.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2020	2021
119,3	113,3

A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales

2020	2021
119,3	113,3

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales

2020	2021
-------------	-------------

0	0
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales	
2020	2021
0	0
Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
100 % de subvention directe	100 % de subvention directe
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2020	2021
Grande Entreprise	Grande Entreprise

c) les services financiers

- Mission d'accessibilité bancaire confiée à La Banque Postale

La mission d'accessibilité bancaire a été autorisée par la Commission européenne pour la période 2015-2020 dans sa décision (SA.41147) du 24 octobre 2017, et pour la période 2021-2026 dans sa décision (SA.57570) du 26 juillet 2021.

Section viii. les services financiers
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
La Banque Postale a l'obligation d'ouvrir l'accès à son Livret A sans restriction, selon un principe dit « d'universalité ». Ainsi, l'article L. 518-25 du Code monétaire et financier (CMF) impose à La Poste de fournir des produits et services au plus grand nombre, notamment le Livret A, et les articles L. 221-2 et L. 221-3 du CMF imposent à La Banque Postale d'ouvrir un Livret A à toute

personne physique, à certaines associations, aux organismes d'habitations à loyer modéré et aux syndicats de copropriétaires, qui en font la demande.

La Banque Postale a en outre l'obligation de proposer, de manière gratuite, des services de base, adaptés à l'utilisation de son Livret A comme quasi-compte courant avec un accès facilité aux espèces et une impossibilité d'être à découvert. Elle a ainsi pour obligation :

d'effectuer gratuitement les opérations de dépôt et de retrait à partir de 1,5 € (contre 10 € dans les autres réseaux) – article R. 221-3 du CMF ;

de permettre à son titulaire d'effectuer gratuitement des opérations de versement et de retrait dans tous les bureaux de poste où ces mêmes opérations peuvent être effectuées par les titulaires d'un compte courant postal – article R. 221-5 du COMOFI ;

d'autoriser sur le Livret A, dans les conditions prévues par la réglementation générale des Livrets d'épargne, une liste d'opérations fixée par l'arrêté du 4 décembre 2008 modifié, pris en application de l'article R. 221-5 du CMF, à savoir :

- le virement :
 - des prestations sociales versées par les collectivités publiques et les organismes de sécurité sociale ;
 - des pensions des agents publics ;
- le prélèvement :
 - de l'impôt sur le revenu, de la taxe d'habitation, des taxes foncières ou de la redevance audiovisuelle ;
 - des quittances d'eau, de gaz ou d'électricité ;
 - des loyers dus aux organismes d'habitation à loyer modéré et aux sociétés d'économie mixte gérant des logements sociaux ;
 - des factures dues aux opérateurs de communications électroniques.

et de proposer gratuitement les services complémentaires suivants, prévus par la convention relative à la distribution et au fonctionnement du Livret A qui lie l'Etat et La Banque Postale :

- virement sur le compte à vue du titulaire du Livret A (de son représentant légal ou de son mandataire) quel que soit l'établissement teneur de compte ;
- chèque de banque tiré au profit du titulaire du Livret A (de son représentant légal ou de son mandataire) ;
- mise à disposition d'une carte de retrait utilisable dans les DAB/GAB de La Banque Postale.

-

Décrire les **formes de mandat** (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.

- Article 2 de la loi n° 90-568 du 2 juillet 1990 modifiée.
- Articles L. 221-2, L. 221-3, L. 518-25 et L. 518-25-1 I du CMF et articles R. 221-3 et R. 221-5 du même code fixant certaines des obligations de service public imposées à La Banque Postale.

<ul style="list-style-type: none"> Articles L. 221-6 et R. 221-8-1 du CMF qui posent le principe du versement d'une compensation. Arrêté du 9 août 2021 fixant la rémunération complémentaire de La Banque Postale au titre des obligations qui lui incombent en matière de distribution et de fonctionnement du livret A, pris en application de l'article R. 221-8-1 du code monétaire et financier. Convention relative à la distribution et au fonctionnement du Livret A, prise en application des articles L.221-1 et L.518-5-1 du code monétaire et financier. Les modalités d'exercice de la mission sont rappelées et précisées dans un contrat d'entreprise entre l'Etat et La Poste, en application de l'article 9 de la loi du 2 juillet 1990. Ce contrat pluriannuel permet un réexamen périodique des conditions d'exercice de la mission. Les années 2016 et 2017 étaient couvertes par le contrat d'entreprise 2013-2017 signé le 1er juillet 2013. Le contrat d'entreprise signé le 18 janvier 2018 couvre les années 2018 à 2022. Le prochain contrat, qui devrait couvrir les années 2023 à 2027, est en cours de préparation.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
6 ans
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Non
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?
Compensation mensuelle par le Fonds d'Epargne (subvention)
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.
<p>Le montant de la compensation allouée est déterminé à partir d'un scénario contrefactuel construit selon la méthode du coût net évité (séparation comptable des activités SIEG et des activités purement commerciales).</p> <p>Dans le scénario contrefactuel, il est fait l'hypothèse que La Banque Postale, agissant comme un acteur de marché rationnel, supprimerait l'ensemble des services additionnels intrinsèquement liés à la mise en œuvre du SIEG. En effet, à ce jour, du fait du SIEG, La Banque Postale offre une série de services spécifiques destinés aux clients relevant de la MAB.</p> <p>Il est ainsi fait l'hypothèse dans le scénario contrefactuel que La Banque Postale supprimant l'ensemble des services mis en œuvre au titre de la MAB, distribuerait un livret A de « droit commun », aux caractéristiques identiques à celles des livrets A proposés par les autres établissements de crédit français.</p> <p>Le livret A ne répondrait ainsi ni à l'obligation d'universalité ni à l'obligation de gratuité, et n'intégrerait pas les services spécifiques et l'écosystème actuellement proposés au titre du SIEG (opérations et accompagnement humain spécifique) pour répondre aux besoins particuliers des clients MAB.</p>

Dans ce cadre, il est toutefois supposé que les clients MAB demeureraient clients de La Banque Postale. Leur livret A actuel ne serait pas supprimé, mais ne bénéficierait simplement plus des fonctionnalités additionnelles dont il dispose actuellement en vertu du SIEG. Les actuels clients de la MAB ne seraient donc plus en mesure de l'utiliser comme un quasi-compte-courant.

Le modèle contrefactuel met en évidence que l'arrêt du SIEG et des services spécifiques fournis par LBP au titre de sa mise en œuvre se traduiraient concrètement par la disparition de quatre séries de coûts (i) suppression de l'offre d'espèces (dépôt/retrait) au guichet pour tous les clients de LBP ii) suppression stricte de quatre autres services de guichet « non standards » iii) dimensionnement de la force commerciale et du réseau de distribution de LBP comme conséquence directe de la suppression de ces services iv) économies réalisées sur les coûts indirects du fait de la suppression de ces services).

Sur la base de ce modèle, le coût net évité de la mission d'accessibilité bancaire s'élève à 379M€ en 2021.

Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.

Au cas où la compensation versée viendrait à excéder les coûts nets encourus par le Livret A dans la même année, l'Etat détermine si cet excédent peut être assimilé à un bénéfice raisonnable au sens de la jurisprudence de l'Union, prenant en compte les risques et les contraintes réglementaires liés à cette activité. A défaut, l'Etat déterminerait alors la fraction du montant excédentaire de la compensation que la Banque Postale devrait reverser à l'Etat. Lorsque ce montant excédentaire ne dépasse pas 10% du montant de la compensation effectivement due à la Banque Postale au regard des coûts nets encourus par le Livret A, il pourra être reporté et venir en déduction du versement dû à la Banque Postale pour le mois suivant. Dans le cas contraire, la Banque Postale devra rembourser ce trop reçu à l'Etat au plus tard le 5 du mois suivant.

Une brève description de la manière dont les **exigences en matière de transparence** (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre Etat membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).

La Direction Générale des Entreprises publie sur son site internet l'ensemble des informations publiques relatives aux missions de service public dévolues à la Poste, ce qui comprend notamment les informations relatives à la mission d'accessibilité bancaire¹⁹.

Par ailleurs, de nombreuses informations sur l'exercice par La Poste de sa mission d'accessibilité bancaire sont disponibles sur le site internet de l'entreprise²⁰.

Par ailleurs, le cadre juridique applicable à la Mission d'accessibilité bancaire dévolue à LBP ainsi que le montant de la compensation de service public versée à cette entreprise par l'Etat sont publiés au Journal officiel de la République française (dispositions législatives et réglementaires du code monétaire et financier et arrêté fixant le montant de la compensation).

¹⁹ <https://www.entreprises.gouv.fr/services/mission-daccessibilite-bancaire>

²⁰ <http://legroupe.laposte.fr/profil/les-missions-de-service-public/l-accessibilite-bancaire>

Dans sa décision SA.57570, la Commission a relevé que les exigences de transparence du point 60 de l'Encadrement SIEG 2012 ont été respectées.

Montant des aides octroyées

Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)

2020	2021
330	338

A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales

2020	2021
330	338

B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales

2020	2021
0	0

C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales

2020	2021
0	0

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)

2020	2021
100%	100%

Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)

2020	2021
Un seul bénéficiaire : La Poste CA : 31 540 M€ (groupe) Effectif : 248 906 équivalents temps plein (ETP)	Un seul bénéficiaire : La Poste CA : 34 609 M€ (groupe) Effectif : 244 980 ETP

d) la métrologie : LNE (Laboratoire National d'Essai)

- Décision C(2006) 5477 du 22 novembre 2006 concernant des aides d'État mises à exécution par la France en faveur du Laboratoire national de métrologie et d'essais (C24/2005) – aide d'Etat compatible avec l'article 88 du traité CE

Section ix. autres secteurs
Description claire et complète du mode d'organisation des services concernés dans votre État membre
Décrire le type de services définis comme des SIEG dans le secteur concerné dans votre État membre. Énumérer aussi clairement que possible le contenu des services confiés en tant que SIEG .
<ol style="list-style-type: none">1. Mise à disposition des nouvelles possibilités de mesure, des matériaux et des méthodes de référence traçables qui permettent aux industriels de raccorder leurs équipements.2. Etudes et développement, pour le compte de diverses administrations, de méthodes d'essais nécessaires à l'élaboration et règlements et de normes.3. Développement d'outils au service de la compétitivité des entreprises et de la qualité des produits.4. Coordination de la métrologie française.
Décrire les formes de mandat (habituelles). Joindre les modèles types de mandat utilisés pour un secteur, le cas échéant.
<ul style="list-style-type: none">- Articles L 823-1 et L 823-2 et R 823-1 à R 823-14 du code de la consommation ;- Contrat d'objectifs et de performance 2021-2024.
Durée moyenne du mandat (en années) et proportion de mandats d'une durée de plus de 10 ans (en %) par secteur. Préciser dans quels secteurs des SIEG ont fait l'objet d'un mandat d'une durée supérieure à 10 ans et expliquer en quoi une telle durée est justifiée.
4 ans
Expliquer si des droits (habituellement) exclusifs ou spéciaux sont accordés aux entreprises.
Non
Quels instruments d'aide ont-ils été utilisés (subventions directes, garanties, etc.)?

Subventions directes	
Décrire le mécanisme de compensation habituel pour les services concernés et si une méthodologie fondée sur la répartition des coûts ou sur le coût net évité est utilisée.	
Méthodologie fondée sur la répartition des coûts (grâce à la comptabilité analytique)	
Les modalités habituelles de remboursement des éventuelles surcompensations et les moyens d'éviter ces surcompensations.	
Les activités couvertes par les SIEG sont souvent déficitaires malgré l'octroi de l'aide	
Une brève description de la manière dont les exigences en matière de transparence (voir le point 60 de l'encadrement SIEG de 2012) sont respectées. Dans votre réponse, veuillez également inclure quelques exemples pertinents d'informations publiées à cet effet (par exemple, des liens vers des sites internet ou d'autres références), indiquer si vous disposez d'un site web central sur lequel vous publiez ces informations pour toutes les mesures d'aide concernées dans votre État membre (et, le cas échéant, indiquer le lien vers ce site) ou, à défaut, expliquer si la publication a lieu au niveau auquel l'aide est octroyée et sous quelle forme (par exemple, au niveau central, régional ou local).	
Publication sur le site LNE : http://www.lne.fr/	
Montant des aides octroyées	
Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR). Ce montant inclut toutes les aides octroyées sur votre territoire, y compris les aides octroyées par les autorités régionales et locales. (A+B+C)	
2020	2021
23	23
A: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités centrales nationales	
2020	2021
23	23
B: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités régionales	
2020	2021
0	0
C: Montant total des aides octroyées (en millions d'EUR) versées par les autorités locales	
2020	2021
0	0

Part des dépenses par instrument d'aide (subvention directe, garantie, etc.) (le cas échéant)	
2020	2021
100% de subvention directe	100% de subvention directe
Informations quantitatives supplémentaires (par exemple, le nombre de bénéficiaires par secteur, le montant moyen des aides, la taille des entreprises)	
2020	2021
Taille de l'entreprise bénéficiaire : ETI (620 personnes)	Taille de l'entreprise : ETI

4. Plaintes de tiers

Veillez fournir un aperçu des plaintes déposées par des tiers, en particulier des actions engagées devant des juridictions nationales au sujet de mesures relevant du champ d'application de la décision SIEG de 2012 ou de l'encadrement SIEG de 2012. Veillez être aussi précis que possible dans votre réponse et mentionner le secteur dans lequel vous avez reçu des plaintes, le contenu de celles-ci et les suites éventuelles données par vos autorités ou l'issue probable de la procédure judiciaire.

5. Questions diverses

a. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de la décision SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'élaboration d'un mandat répondant aux exigences de l'article 4 de la décision SIEG;
- la détermination du montant de la compensation conformément à l'article 5 de la décision SIEG;
- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément à l'article 5, paragraphes 5 à 8, de la décision SIEG;
- le contrôle régulier d'une éventuelle surcompensation conformément à l'article 6 de la décision SIEG;

Veillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

b. Nous vous prions de bien vouloir indiquer si vos autorités ont rencontré des difficultés dans l'application de l'encadrement SIEG de 2012, en accordant une attention particulière aux points suivants:

- l'organisation d'une consultation publique conformément au point 14 de l'encadrement SIEG;

S'agissant de l'organisation d'une consultation publique, les autorités françaises considèrent que le niveau d'exigence concernant cette condition de compatibilité doit demeurer raisonnable. Par ailleurs, Même si la finalité poursuivie par cette condition de compatibilité est partagée par les autorités françaises, cette condition ne doit pas remettre en cause la liberté des États membres de définir le contenu et les modalités de la mission de SIEG (Cas de La Banque Postale). Cette condition de compatibilité peut conduire à une charge administrative ainsi qu'à des coûts supplémentaires importants pour les autorités publiques.

- le respect des règles en matière de marchés publics conformément au point 19 de l'encadrement SIEG;

- la détermination du coût net évité conformément aux points 25 à 27 de l'encadrement SIEG;

Concernant la détermination du coût net évité, les autorités françaises soulignent que cette méthode peut s'avérer d'une complexité très grande en fonction des caractéristiques du SIEG tel qu'il a été défini par l'Etat membre.

Par ailleurs, elle conduit à l'élaboration de scénarios contrefactuels (parfois coûteuse pour l'Etat membre) qui rendent beaucoup plus difficile la détermination du montant de la compensation. Les hypothèses devant être prises en compte dans l'élaboration de ces scénarios semblent parfois artificielles.

- la détermination du niveau de bénéfice raisonnable conformément aux points 33 à 38 de l'encadrement SIEG;

Veuillez être aussi précis que possible et inclure des exemples pertinents et, le cas échéant, le secteur dans lequel les difficultés sont (les plus) significatives.

Mission d'accessibilité bancaire confiée à La Poste : les autorités françaises n'ont pas rencontré de difficulté particulière sur ces différents points.

1. Concernant le respect des règles en matière de marchés publics, la Commission a considéré dans la décision SA.57570 que « *la mission d'accessibilité bancaire peut être couverte par l'exonération relative à la présence d'un prestataire unique et être confiée en recourant à une procédure négociée sans publication préalable conformément à l'article 32, paragraphe 2, point b), de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE.* ».

ANNEXE 2

Compensation annuelle de SIEG ne dépassant pas 15 millions d'euros ou concernant un secteur social

Entité attributrice (A)	Secteur concerné (B)	Description du type de service défini comme SIEG et précision de son contenu (C)	Forme de mandat retenue (D)	Durée du mandat (E)	Droits exclusifs ou spéciaux éventuellement accordés aux entreprises (F)	Instruments d'aide (G)	Description du mécanisme de compensation (H)	Modalités de remboursement des éventuelles surcompensations et moyens d'éviter ces surcompensations (I)	Respect des exigences en matière de transparence (J)	Montant de l'aide versée (K)	
										2020	2021
Région Auvergne-Rhône-Alpes	Autres	Contrat d'objectif avec les télévisions locales en vue de renforcer l'accès à l'information de proximité et la diffusion d'œuvres audiovisuelles et de programmes d'intérêt général, mettant en valeur la diversité du territoire régional. Montant fixé annuellement par délibération votée en CP donnant lieu à une convention attributive.	Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens	5 ans	Non renseigné	Subvention	Compensation déterminée sur la base d'une évaluation des coûts suivants : - les coûts de production - les coûts rédactionnels - les coûts de diffusion - les coûts fixes de structure liés aux missions de service public	En cas d'irrégularité ou d'inadéquation du montant de la compensation de service public, ajustement des versements financiers.	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	384.000	384.000
Région Auvergne-Rhône-Alpes	Energie	Opération de réhabilitation de 220 logements sociaux	Autre	3 ans	Non renseigné	Subvention	L'opération s'inscrit dans le cadre d'un service d'intérêt général économique (SIEG), en application des dispositions de la décision de la Commission européenne du 20/12/2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général. L'absence de surcompensation financière de l'opération a été vérifiée au vu du tableau de calcul d'absence de surcompensation d'une opération d'investissement en rénovation thermique de logements sociaux cofinancée par le FEDER.	Vérification réalisée dès l'instruction via un outil "Tableau de surcompensations". Pour ce dossier, le taux de compensation constaté est inférieur au seuil de 100% autorisé. Au dépôt de la demande de paiement de la subvention, lors du contrôle de service fait, la subvention pourrait être diminuée en cas de surcompensation (plus de ressources que prévues à l'instruction). En cas d'audit OCC, un ordre de reversement pourrait être adressée au bénéficiaire si l'audit conclue à une surcompensation.	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)		816.000
Région Auvergne-Rhône-Alpes	Energie	Opération de réhabilitation énergétique de 138 logements afin d'améliorer le confort thermique des habitants, tout en diminuant leur vulnérabilité énergétique (objectif de réduction des charges énergétiques).	Autre	4 ans	Non renseigné	Subvention	L'opération s'inscrit dans le cadre d'un service d'intérêt général économique (SIEG), en application des dispositions de la décision de la Commission européenne du 20/12/2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général. L'absence de surcompensation financière de l'opération a été vérifiée au vu du tableau de calcul d'absence de surcompensation d'une opération d'investissement en rénovation thermique de logements sociaux cofinancée par le FEDER.	Vérification réalisée dès l'instruction via un outil "Tableau de surcompensations". Pour ce dossier, le taux de compensation constaté est inférieur au seuil de 100% autorisé. Au dépôt de la demande de paiement de la subvention, lors du contrôle de service fait, la subvention pourrait être diminuée en cas de surcompensation (plus de ressources que prévues à l'instruction). En cas d'audit OCC, un ordre de reversement pourrait être adressée au bénéficiaire si l'audit conclue à une surcompensation.	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	665 000	
Région Auvergne-Rhône-Alpes	Energie	Opération de réhabilitation énergétique des 274 logements sociaux de la résidence "Champ de Mars " à Vienne	Autre	3 ans	Non renseigné	Subvention	L'opération s'inscrit dans le cadre d'un service d'intérêt général économique (SIEG), en application des dispositions de la décision de la Commission européenne du 20/12/2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général. L'absence de surcompensation financière de l'opération a été vérifiée au vu du tableau de calcul d'absence de surcompensation d'une opération d'investissement en rénovation thermique de logements sociaux cofinancée par le FEDER.	Vérification réalisée dès l'instruction via un outil "Tableau de surcompensations". Pour ce dossier, le taux de compensation constaté est inférieur au seuil de 100% autorisé. Au dépôt de la demande de paiement de la subvention, lors du contrôle de service fait, la subvention pourrait être diminuée en cas de surcompensation (plus de ressources que prévues à l'instruction). En cas d'audit OCC, un ordre de reversement pourrait être adressée au bénéficiaire si l'audit conclue à une surcompensation;	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	1.370.000	
Région Auvergne-Rhône-Alpes	Energie	Opération de réhabilitation énergétique de 164 logements sociaux	Autre	3 ans	Non renseigné	Subvention	L'opération s'inscrit dans le cadre d'un service d'intérêt général économique (SIEG), en application des dispositions de la décision de la Commission européenne du 20/12/2011 relative à l'application de l'article 106, paragraphe 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'Etat sous forme de compensations de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général. L'absence de surcompensation financière de l'opération a été vérifiée au vu du tableau de calcul d'absence de surcompensation d'une opération d'investissement en rénovation thermique de logements sociaux cofinancée par le FEDER.	Vérification réalisée dès l'instruction via un outil "Tableau de surcompensations". Pour ce dossier, le taux de compensation constaté est inférieur au seuil de 100% autorisé. Au dépôt de la demande de paiement de la subvention, lors du contrôle de service fait, la subvention pourrait être diminuée en cas de surcompensation (plus de ressources que prévues à l'instruction). En cas d'audit OCC, un ordre de reversement pourrait être adressée au bénéficiaire si l'audit conclue à une surcompensation.	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	717.841	
Département de l'Ain	Accès et réinsertion sur le marché du travail	Financement d'actions d'insertion socioprofessionnelle	Autre	2 à 3 ans	Non	Subvention	Remboursement des dépenses liées au SIEG dans le respect des règlements et obligations du FSE	Vérification de l'absence de surcompensation lors des contrôles de service fait des différentes opérations FSE	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	894.343	965.836
Communauté de communes de Belle-Ile-en-Mer (CCB)	Garde d'enfants	Multi-accueil, relais petite enfance et accueil de loisirs sans hébergement	Contrat de concession	6 ans	Oui	Contribution financière forfaitaire	Participation financière en compensation de l'insuffisance des recettes résultant de la politique tarifaire mise en oeuvre et eu égard aux contraintes du service public imposées	Clause d'intéressement; redevance contre l'occupation des locaux mis à disposition	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	478.861	473.903
Département du Finistère	Accès et réinsertion sur le marché du travail	Accueil, embauche et mise au travail sur des actions collectives avec accompagnement, suivi, encadrement technique et formation en vue de faciliter leur insertion sociale et professionnelle	Acte unilatéral (délibération)	1 an	Oui	Subvention	Une part forfaitaire de 2700 € par ETP + 1,80 €/heure travaillé par un allocataire du RSA	Contrôle de l'association et recalcul de l'effectivité des postes	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	172.337	168.337
Département du Finistère	Accès et réinsertion sur le marché du travail	Accueil, embauche et mise au travail sur des actions collectives avec accompagnement, suivi, encadrement technique et formation en vue de faciliter leur insertion sociale et professionnelle	Acte unilatéral (délibération)	6 ans	Oui	Subvention	Une part forfaitaire de 2700 € par ETP + 1,80 €/heure travaillé par un allocataire du RSA	Contrôle de l'association et recalcul de l'effectivité des postes	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	229.197	226.197
Département du Finistère	Accès et réinsertion sur le marché du travail	Accueil, embauche et mise au travail sur des actions collectives avec accompagnement, suivi, encadrement technique et formation en vue de faciliter leur insertion sociale et professionnelle	Acte unilatéral (délibération)	8 ans	Oui	Subvention	Une part forfaitaire de 2700 € par ETP + 1,80 €/heure travaillé par un allocataire du RSA	Contrôle de l'association et recalcul de l'effectivité des postes	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	230.136	236.412
Département du Finistère	Accès et réinsertion sur le marché du travail	Accueil, embauche et mise au travail sur des actions collectives avec accompagnement, suivi, encadrement technique et formation en vue de faciliter leur insertion sociale et professionnelle	Acte unilatéral (délibération)	9 ans	Oui	Subvention	Une part forfaitaire de 2700 € par ETP + 1,80 €/heure travaillé par un allocataire du RSA	Contrôle de l'association et recalcul de l'effectivité des postes	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	144.688	214.688
Lorient Agglomération	Autres	Gestion, exploitation, animation des équipements nautiques, promotion et développement des activités nautiques sur le territoire de Lorient Agglomération	Contrat de concession	7 ans	Non renseigné	Compensation financière pour sujet de service public	Contribution fixe indexée sur l'évolution du FSD3 et de la valeur du point de la convention collective nationale des ports	L'analyse annuelle des comptes détaillés et des bilans détaillés permet de vérifier qu'il n'y a pas eu de surcompensations. Elle donne lieu, en outre, à des comptes-rendus en Commission Consultative des Services Publics Locaux.	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	3.137.384	3.127.597
Lorient Agglomération	Culture	Exploitation, gestion et animation des équipements muséographiques de la cité de la Voile Eric Tabarly et du sous-marin Flore à Lorient, et de l'espace découverte du cheval au haras national d'Hernebon	Contrat de concession	5 ans	Non renseigné	Compensation financière pour sujet de service public	Contribution fixe indexée sur l'évolution du FSD3 et de la valeur du point de la convention collective nationale des ports	L'analyse annuelle des comptes détaillés et des bilans détaillés permet de vérifier qu'il n'y a pas eu de surcompensations. Elle donne lieu, en outre, à des comptes-rendus en Commission Consultative des Services Publics Locaux.	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	1.108.259	1.111.700
Lorient Agglomération	Autres	Gestion, exploitation, animation et promotion de la patinoire du Scorff	Contrat de concession	5 ans	Non renseigné	Compensation financière pour sujet de service public	Contribution fixe négociée dans le cadre du contrat de concession couvrant les coûts d'exploitation du service	L'analyse annuelle des comptes détaillés et des bilans détaillés permet de vérifier qu'il n'y a pas eu de surcompensations. Elle donne lieu, en outre, à des comptes-rendus en Commission Consultative des Services Publics Locaux.	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	185.000	185.000
Lorient Agglomération	Culture	Gestion, animation des studios de répétition et promotion des musiques actuelles sur le territoire de Lorient Agglomération	Contrat de concession	5 ans	Non renseigné	Compensation financière pour sujet de service public	Contribution fixe négociée dans le cadre du contrat de concession couvrant les coûts d'exploitation du service	L'analyse annuelle des comptes détaillés et des bilans détaillés permet de vérifier qu'il n'y a pas eu de surcompensations. Elle donne lieu, en outre, à des comptes-rendus en Commission Consultative des Services Publics Locaux.	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	649.508	662.757
Pays de Chateaugiron Communauté	Garde d'enfants	Délégation de service public pour l'exploitation et la gestion de deux structures multi-accueil (Libelle à Chateaugiron et Coccinelle à Noyal sur vilaine)	Contrat de concession	5 ans	Non renseigné	Contribution financière forfaitaire	Le montant de la compensation est déterminé au vu du compte prévisionnel d'exploitation établi sur la base d'un taux d'occupation financier de 78,53%	Si le résultat annuel d'exploitation est supérieur à 40 000€, le délégataire reverse un équipement de la différence à l'autorité délégante. La quote-part reversée à l'autorité délégante s'élève à 33% de la différence entre la part du résultat supérieur à 40 000€ et le résultat réel.	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	396.144	387.190
Pays de Chateaugiron Communauté	Autres	Délégation de service public pour l'exploitation du centre aquatique intercommunal dénommé INOXIA - Contrat 2016-2022	Contrat de concession	6 ans	Non renseigné	Contribution financière forfaitaire	Les montants de la contribution financière forfaitaire sont déterminés au vu du compte prévisionnel d'exploitation, cette contribution peut être modifiée par avenant.	En cas d'amélioration du résultat brut par rapport à celui figurant dans le compte d'exploitation prévisionnel, le délégataire versera à la collectivité un intéressement égal à 50% de l'excédent du résultat	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	325.195	324.133
Saint-Malo Agglomération	Collecte de déchets	Saint-Malo Agglomération (SMA) gère directement en régie la collecte des déchets en porte à porte depuis 2004. Le service de collecte est assuré dans les 18 communes qui composent l'agglomération. SMA compte aussi 5 déchetteries sur son territoire réservées aux particuliers. SMA développe depuis quelques années les points d'apport volontaire (PAV) en accès libre 24h/24 et 7j/7 (hors colonnes à verres non utilisables de 22h à 7h)	Acte unilatéral (délibération)	sans objet	sans objet	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	Financement du coût du service de collecte des déchets via TEOM	Néant	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	14.202.071	14.192.680
Vallons de Haute Bretagne Communauté	Culture	L'école de musique de VHBC permet au plus grand nombre, sans distinction d'âge et de ressources, d'accéder à une pratique de la musique en amateur. Elle est gérée en régie (pas de marché public)	Autre	sans objet	sans objet	Budget	Contribution budgétaire aux coûts du service géré en régie	Sans objet	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	380.712	373.541
Vallons de Haute Bretagne Communauté	Garde d'enfants	L'accueil de loisirs de VHBC est composé de deux antennes, situé à La Chapelle-Bouëxic et un second à Val d'Anast et accueille les enfants âgés de 3 à 12 ans tous les mercredis et pendant les vacances scolaires. Les Espaces jeunes communautaires accueillent tous les publics âgés entre 12 et 18 ans et offrent un accès aux loisirs et à la culture. Les animateurs favorisent le lien social et accompagnent les jeunes dans la réalisation de projets personnels ou collectifs. Ce service est géré par des animateurs de la fédération Léo Lagrange	Contrat de marché public	5 ans	Non renseigné	Prix marché public et avantage en nature (mise à disposition de locaux)	Pas de mécanisme de compensation utilisé	Clause de réexamen permettant la mise en œuvre d'un avenant selon les conditions de révision des prix du marché Reversement du montant de financement trop perçu notamment dans le cas où le prestataire obtient un financement non prévu lorsque le marché a été passé (subvention CAF, DDCSPP...)	Sans objet (pas d'opération en SIEG avec une compensation de plus de 15 millions d'euros)	339.159	359.887

La décision SIEG dans votre État membre		Montant total pour tout l'État membre	
		2020	2021
Article 2, paragraphe	Hôpitaux fournissant des soins médicaux, notamment, s'il y a lieu, des services d'urgence	€ 89.300.000.000,00	€ 93.500.000.000,00
Article 2, paragraphe 1, point c)	Soins de santé et de longue durée		
	Garde d'enfants	€ 400.585.166,00	Non disponible
	Accès et réinsertion sur le marché du travail	€ 5.858.300.000,00	€ 6.664.366.000,00
	Logement social	€ 6.673.480.000,00	€ 7.209.360.000,00
	Soins et inclusion sociale des groupes vulnérables	€ 4.550.000,00	€ 8.990.000,00
	Autres services sociaux		
Article 2, paragraphe	Liaisons aériennes ou maritimes		
Article 2, paragraphe	Aéroports et ports		
Article 2, paragraphe 1, point a), moins de 15 millions d'EUR par an	Services postaux		
	Énergie		
	Collecte des déchets		
	Alimentation en eau		
	Culture		
	Services financiers		
	Autres	€ 27.900.000,00	€ 29.548.000,00

L'encadrement SIEG dans votre État membre	Montant total pour tout l'État membre	
	2020	2021
Services postaux	€ 256.600.000,00	€ 261.800.000,00
Énergie		
Collecte des déchets		
Alimentation en eau		
Liaisons aériennes ou maritimes		
Aéroports et ports		
Culture	€ 119.300.000,00	€ 113.300.000,00
Services financiers	€ 330.000.000,00	€ 338.000.000,00
Autres	€ 23.000.000,00	€ 23.000.000,00